

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1402

10 juillet 2007

SOMMAIRE

3M Asset Management S.à r.l.	67287	Larissa S.A.	67253
3M Global Capital S.à r.l.	67296	La Rose S. à r.l.	67287
Advanced Capital Europe S.A.	67289	Leyla S.A.	67250
aeris CAPITAL ABSOLUTE RETURN- FONDS	67258	Lintra Holding A.G.	67294
Artisia S.A.	67289	LNC International S.A.	67295
Bank Hofmann Technical Strategies	67295	LSF IV TMK Holding S.à r.l.	67294
BARDEEN	67257	MainFirst	67251
BD Investment S.A.	67290	Maninco Ltd	67288
Charm'elle S.A.	67250	Maps-Europe S.A.	67288
Credit Suisse Global Infrastructure Part- ners S.à r.l.	67254	Maps-Europe S.A.	67292
Credit Suisse Global Infrastructure SCA SICAR	67258	Maps-Europe S.A.	67289
Credit Suisse Mezzanine Finance Partners S.à r.l.	67254	Maps-Europe S.A.	67292
Credit Suisse Mezzanine Finance SCA SI- CAR	67258	Marigny S.A.	67254
DBM Absolute Flex International OP	67287	Marshgate Morangis	67293
Degroof Global	67252	Movilliat Construction S.A.	67250
Dexia Quant	67251	MP Carrelage Sàrl	67288
Discovery S.A.	67252	Nativa S.A.	67250
EB Luxembourg Holdings S.à r.l.	67286	New Bati S.A.	67288
EQ Audit S.à r.l.	67256	Night-Star S.A.	67291
Equifax Luxembourg (No. 2) S.à r.l.	67296	Phone Luxembourg Holdings S.à r.l.	67294
E.S.C. Solutions S.A.	67291	Phone Luxembourg Properties S.à r.l.	67293
Euro Estate Capital S.à r.l.	67292	Pinelands Marine Panama S.A.	67295
European Financing Partners S.A.	67294	Poculum S.A.	67253
Europe-Fermeture S.A.	67288	PWR Investment S.A.	67254
Europe-Fermeture S.A.	67292	Restcon S.à r.l.	67292
Europe-Fermeture S.A.	67292	Sal. Oppenheim jr. & Cie KGaA	67291
Europe-Fermeture S.A.	67289	Sevigne-Saltel S.A.	67257
IIB- Immobilien- und Industriebau A.G. ..	67293	Sniktaw S.A.	67296
Inter Republic Holdings S.A.	67295	Socad Informatique S.à r.l.	67289
Isis	67252	Stone Design Luxembourg S.A.	67286
Jufin S.A.	67291	Stratégies et Patrimoine S.A.	67257
		Sub Lecta 1 S.A.	67290
		UBS (Lux) Short Term Sicav	67252
		Videomat S.A.	67291

Leyla S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 67.392.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *26 juillet 2007* à 17.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069651/696/17.

Nativa S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxemburg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 22.318.

Die Herren Aktieninhaber werden hierdurch eingeladen der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am *26. Juli 2007* um 14.00 am Gesellschaftssitz stattfindet, beizuwohnen.

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars 31. März 2007.
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31. März 2007, sowie Zuteilung des Resultats
3. Entlastung an den Verwaltungsrat und den Kommissar per 31. März 2007.
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007069920/1023/15.

Movilliat Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 49.956.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, en date du *25 juillet 2007* à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Révocation du mandat d'un administrateur.
2. Nomination d'un administrateur en remplacement.
3. Divers.

Référence de publication: 2007069922/1004/13.

Charm'elle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 27, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 106.726.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le jeudi *26 juillet 2007* à 10.00 heures au siège social de la fiduciaire ENSCH, WALLERS ET ASSOCIÉS S.A., à L-9053 Ettelbruck, 53, avenue J.F. Kennedy avec

67251

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2006;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux organes de la société;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069921/832/18.

Dexia Quant, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.647.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la société DEXIA QUANT qui se tiendra le *26 juillet 2007* à 11.00 heures au siège social de la société, 69 route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 31 mars 2007;
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clôturé au 31 mars 2007;
3. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 mars 2007; affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 mars 2007;
5. Nominations des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'Assemblée sont priés d'en avertir le Conseil d'Administration par lettre adressée à la Société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au plus tard 5 jours avant la date de l'Assemblée avec mention du nombre d'actions représentées.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069923/755/24.

MainFirst, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 89.173.

Die Aktionäre der MainFirst (die «Gesellschaft») werden vom Verwaltungsrat der Gesellschaft eingeladen, an einer ordentlichen Generalversammlung die in Form einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

stattfinden wird, teilzunehmen, die am *25. Juli 2007* um 9.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft in 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Ernennung von Herrn Loris di Vora als zusätzliches Verwaltungsratsmitglied.
2. Sonstiges.

Die in der Tagesordnung der Generalversammlung aufgeführten Beschlüsse erfordern kein besonderes Quorum und werden, falls sie von der Mehrzahl der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen werden, angenommen.

Die Besitzer von Inhaberaktien, die an der Generalversammlung teilnehmen oder vertreten werden möchten, werden gebeten FORTIS BANQUE LUXEMBOURG, Luxemburg darüber zu informieren und mindestens fünf Kalendertage vor dem 25. Juli 2007 ihre Aktien dort zu hinterlegen und die Sperrung dieser Aktien zu beantragen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007069924/755/21.

**Degroof Global, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Isis).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 24.822.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 31 juillet 2007 à 11.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 mars 2007.
4. Décharge à donner aux Administrateurs.
5. Affectation du résultat.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069925/584/23.

Discovery S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 28.991.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 juillet 2007 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069926/1023/16.

UBS (Lux) Short Term Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 86.004.

Hiermit werden die Aktionäre der UBS (LUX) SHORT TERM SICAV (nachfolgend die «Sicav») darüber informiert, dass am 18. Juli 2007 um 14.30 Uhr am Geschäftssitz der Sicav, 291, route d'Arlon, Luxemburg eine

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

(nachfolgend die «Versammlung») der Sicav stattfinden und über folgende Tagesordnung beschliessen wird:

Tagesordnung:

- Namensänderung des Umbrellas UBS (LUX) SHORT TERM SICAV
Änderung von Artikel 1 der Satzung dahingehend, dass der Name der Sicav in UBS (LUX) MONEY MARKET SICAV umbenannt werden soll.

Der Wortlaut der vorgeschlagenen Satzungsänderungen ist auf Anfrage beim Geschäftssitz der Sicav kostenlos erhältlich.

Hinweise

Für die Fassung des ausserordentlichen Beschlusses zur Namensänderung ist ein Quorum von 50 % der ausgegebenen Aktien sowie die Zustimmung von zwei Dritteln der Stimmen der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre erforderlich.

Wenn das Anwesenheitsquorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Versammlung mit derselben Tagesordnung angesetzt. Für diese erneute Versammlung ist kein Quorum erforderlich und der Beschluss wird mit einer Zweidrittelmehrheit der Stimmen der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Die Aktionäre können auf der Versammlung wie folgt abstimmen:

- Persönlich durch Vorlage einer Depotbescheinigung auf der Versammlung, die ihnen gegen Vorlage ihrer Aktien von der Depotbank UBS (LUXEMBOURG) S.A. ausgestellt wird. Die Aktien sind spätestens am 13. Juli 2007 bei UBS (LUXEMBOURG) S.A. zu hinterlegen.

- Mittels Vollmacht durch Ausfüllen des Vollmachtsformulars, das ihnen gegen Hinterlegung der Anteilszertifikate wie oben beschrieben ausgehändigt wird. Die Vollmachten sind an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. zu senden und müssen spätestens am 13. Juli 2007 bei UBS (LUX) SHORT TERM SICAV c/o UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. eingegangen sein.

Die so hinterlegten Aktienzertifikate bleiben bis zum Tag nach der Versammlung bzw., falls diese verschoben wurde, nach dem Tag der Abhaltung der Generalversammlung blockiert.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007067515/755/34.

Larissa S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 22.316.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le *26 juillet 2007* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069927/1023/16.

Poculum S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 68.028.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *20 juillet 2007* à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007064136/755/19.

Marigny S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 28.994.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 26 juillet 2007 à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007069928/1023/16.

PWR Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 76.648.

Convocation à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la Société qui aura lieu extraordinairement le 20 juillet 2007 à 10.00 heures au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004, au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006;
2. Présentation et approbation des rapports du Commissaire;
3. Présentation et approbation du bilan et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004, au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006;
4. Affectation des résultats;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
6. Divers.

Les porteurs d'actions sont priés d'en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion ; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel ne peut pas être lui-même actionnaire.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007065055/58/22.

**Credit Suisse Global Infrastructure Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Credit Suisse Mezzanine Finance Partners S.à r.l.).**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 127.447.

In the year two thousand and seven, on the twenty-ninth day of June.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A., a public limited liability company having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated under Luxembourg law and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 45.630 here represented by Alain Thilmany, Vice President, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 22 June 2007,

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party acting as the sole shareholder (the «Sole Shareholder») of CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l. (the «Company»), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B

127.447, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed on 20 April 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 870 dated 14 May 2007, page 41752 (the «Articles»).

Hereby takes the following resolutions in accordance with the provisions of article 15 and article 16 of the Articles of the Company and of article 200-2 of Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the «Law»).

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the Company's name into CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. and, as a consequence, to amend article 1 of the Articles, which shall be read as follows:

« **Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).»

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the corporate object of the Company in order to reflect the change of name of the investment company in risk capital for which the Company is acting as general partner and, as a consequence, to amend the second paragraph of article 2 of the Articles, which shall be read as follows:

« **Art. 2. (second paragraph).** The Company may, in particular, act as general partner (associé gérant commandité) of CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR (the SICAR) and, in that capacity, may administer and manage the SICAR and its assets and decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the SICAR, in compliance with the Luxembourg law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital as amended from time to time, the articles of incorporation and the prospectus of the SICAR.»

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred euros (€ 1,200.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven, Grand-duché de Luxembourg.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, constituée conformément au droit luxembourgeois et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45630, ici représentée par Alain Thilmany, Vice President, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 22 juin 2007.

Ladite procuration, signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 127.447, ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, constituée en vertu d'un acte notarié dressé le 20 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 870, le 14 mai 2007, page 41752 (les «Statuts»).

Adopte les résolutions suivantes conformément aux articles 15 et 16 des Statuts et à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales telle que modifiée (le «Loi»).

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société en CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. et, en conséquence, de modifier l'article 1^{er} des Statuts, qui sera rédigé comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en

particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts».)»

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de la Société dans le but de refléter le changement de nom de la société d'investissement en capital à risque pour laquelle la Société agit comme associé gérant commandité et, en conséquence, de modifier le deuxième paragraphe de l'article 2 des Statuts, qui sera rédigé comme suit:

« **Art. 2. (deuxième paragraphe).** La Société peut, en particulier, agir en qualité d'associé gérant commandité de CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR (la SICAR) et, en cette capacité, peut administrer et gérer la SICAR et ses avoirs et prendre des décisions sur les objectifs, politiques et restrictions d'investissement et sur la conduite des affaires de la SICAR en conformité avec la loi luxembourgeoise du 15 juin 2004 sur la société d'investissement en capital à risque telle que modifiée, les statuts et le prospectus de la SICAR.»

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évaluée à environ mille deux cents euros (€ 1.200,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte est établi en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Les présentes ayant été lues à la partie comparante, dont le notaire connaît les nom, prénom, état civil et résidence, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. Thilmany, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2007, Relation: LAC/2007/15624. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 juillet 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007069099/202/98.

(070085479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2007.

EQ Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 124.782.

RECTIFICATIF

En date du 9 février 2007, le notaire soussigné a reçu sous le numéro 23.808 de son répertoire, l'acte constitutif de EQ AUDIT, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-1746 Luxembourg, 2, rue J. Hackin, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 124.782.

Il s'est avéré qu'une erreur de dactylographie s'est glissée dans la rédaction de la version française de l'article 8 de l'acte constitutif de la société à responsabilité limitée, EQ AUDIT, S.à r.l., précitée.

Il y a lieu de lire la version française de l'article 8 - représentation comme suit:

« Art. 8. Représentation

Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux Gérants, ou par la signature individuelle de la (des) personne(s) à laquelle (auxquelles) la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/ leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s)».

Pour publication au Mémorial, recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mai 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007069929/202/26.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juin 2007, réf. LSO-CF02733. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070083381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2007.

Stratégies et Patrimoine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 81.976.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 juillet 2007* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007067155/10/18.

Sevigne-Saltel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 79.315.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 juillet 2007* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007067158/10/18.

BARDEEN, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 128.484.

Das Sondervermögen BARDEEN wurde von der BARDEEN MANAGEMENT COMPANY S.A. am 29. Mai 2007 als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht (Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds) aufgelegt.

Für diesen Fonds gelten die Bestimmungen des Verwaltungsreglements, das am 29. Mai 2007 in Kraft tritt und zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 29. Mai 2007.

BARDEEN MANAGEMENT COMPANY S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007069931/1346/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG02011. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

aeris CAPITAL ABSOLUTE RETURN-FONDS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Sondervermögen aeris CAPITAL ABSOLUTE RETURN-FONDS wurde von der aeris CAPITAL MANAGEMENT COMPANY S.A. am 29. Mai 2007 als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht (Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds) aufgelegt.

Für diesen Fonds gelten die Bestimmungen des Verwaltungsreglements, das am 29. Mai 2007 in Kraft tritt und zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 29. Mai 2007.

BARDEEN MANAGEMENT COMPANY S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007069930/1346/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG02013. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Credit Suisse Global Infrastructure SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque, (anc. Credit Suisse Mezzanine Finance SCA SICAR).

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.449.

In the year two thousand and seven, on the twenty-ninth day of June.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of shareholders of CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR (the «Company»), a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 127.449, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed on 25 April 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 870 dated 14 May 2007, page 41725.

The meeting is presided by Jacqueline Siebenaller, Vice President, residing in Luxembourg, in the chair, who appoints as secretary Melanie Smiltins, Counsel, residing in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Decision to change the Company's name into CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR and to amend article 1 of the articles of incorporation of the Company;

2. Decision to change the object of the Company in order to allow the Company to make, according to article 1 of the Luxembourg law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital as amended, any direct or indirect investments in securities and other assets representing risk capital with the purpose of affording its shareholders the results of the management of its assets in return for the risk they bear and to amend article 3 of the articles of incorporation of the Company;

3. Decision to change the term of the Company into 20 years following the date of the closing or three years following the dissolution and liquidation of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P. and to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company;

4. Decision to allow the creation of different classes of ordinary shares and to transform the current four (4) existing ordinary shares with no par value into four (4) class A ordinary shares with no par value and, as a consequence, to amend article 5 of the articles of incorporation of the Company;

5. Decision to prevent conversions from one class of ordinary shares into another class of ordinary shares, to insert a new article 10 in the articles of incorporation of the Company and to renumber the articles of incorporation of the Company;

6. Decision to amend article 11 of the articles of incorporation of the Company to reflect the change of name of the general partner of the Company, which shall now be denominated CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l.;

7. Decision to restate the entire articles of incorporation of the Company in order to reflect the resolutions to be adopted under items 1) to 6) of this agenda and further amendments related to the changes covered by the resolutions to be adopted under items 1) to 6) of this agenda;

8. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the Company's name into CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR and, as a consequence, to amend article 1 of the articles of incorporation pursuant to the seventh resolution below.

Second resolution

The general meeting decides to change the object of the Company in order to allow the Company to make, according to article 1 of the Luxembourg law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital as amended, any direct or indirect investments in securities and other assets representing risk capital with the purpose of affording its shareholders the results of the management of its assets in return for the risk they bear. As a consequence, the general meeting decides to amend article 3 of the articles of incorporation pursuant to the seventh resolution below.

Third resolution

The general meeting decides to change the term of the Company into 20 years following the date of the closing or three years following the dissolution and liquidation of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P. and, as a consequence, to amend article 4 of the articles of incorporation pursuant to the seventh resolution below.

Fourth resolution

The general meeting decides to allow the creation of different classes of Ordinary Shares which may differ, *inter alia*, in their fee structure, minimum investment requirement, type of Eligible Investors, distribution policy, reference currency or hedging policy and to transform the current four (4) existing ordinary shares with no par value into four (4) class A ordinary shares with no par value. As a consequence, the general meeting decides to amend article 5 of the articles of incorporation pursuant to the seventh resolution below.

Fifth resolution

The general meeting decides to prevent conversions from one class of ordinary shares into another class of ordinary shares, to insert a new article 10 in the articles of incorporation of the Company and to renumber the articles of incorporation of the Company.

Sixth resolution

The general meeting decides to amend article 11 of the articles of incorporation of the Company pursuant to the seventh resolution below to reflect the change of name of the general partner of the Company, which shall now be denominated CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l.

Seventh resolution

The general meeting decides to restate the entire articles of incorporation of the Company in order to reflect the resolutions to be adopted under items 1) to 6) and further amendments related to the changes covered by the resolutions to be adopted under items 1) to 6), which entire articles of incorporation shall now read as follows:

Amended and restated articles of incorporation

Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

«Affiliates» means in respect of an entity any natural person or corporation directly or indirectly controlling, controlled by, or under control with, the said entity

«Articles of Incorporation» these articles of incorporation of the Company, as supplemented from time to time

«Auditor» The auditor of the Company acting in such capacity as qualified independent auditor (*réviseur d'entreprise agréé*)

«Bank Business Day» any day upon which the banks are open for business in Luxembourg and New York

«Calculation Date» 5 Bank Business Days after the receipt of the value of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P., referring to the relevant Valuation Date

«Central Administration» The central administration of the Company, acting as the Company's administrative agent and registrar and transfer agent in Luxembourg

«Class(es)» one or more Classes of Shares as may be available, where a specific fee structure, distribution policy, reference currency or hedging policy shall be applied

«Closing» the date determined by the General Partner on which Subscription Agreements in relation to the first issuance of the Ordinary Shares of any Class after the incorporation of the Company have been received and accepted by the General Partner, as such date is disclosed in the Prospectus

«Commitment» the commitment of an Investor to subscribe for Ordinary Shares of any Class and to pay for them within the time limits and under the terms and conditions set forth in the Prospectus and summarised in the Subscription Agreement entered into by the relevant Investor

«Company» CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR, a Luxembourg investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions)

«CSSF» the Commission de Surveillance du Secteur Financier

«Custodian» the Company's custodian in Luxembourg

«Defaulting Investor» an Investor declared defaulting by the Company in accordance with article 7.3 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Distributable Cash» the total cash available on any distribution date at the level of the Company and received from whatever source within the Company structure for distribution to Shareholders as determined by the General Partner (excluding any cash available at the level of any companies or entities in which the Company may have an interest), which available cash may include, without limitation, disposals of Risk Capital Investments and refinancing plus income received from investments in cash or securities as well as any repayment of the paid-in share capital paid by the Shareholders to the Company in consideration of their Commitment net of, inter alia, all expenses (e.g., without limitation fees payable to the Custodian, the Central Administration, the Domiciliary Agent, the General Partner, GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P., the accountants, the Auditor, the legal advisers, the printers and any other agent and service providers employed by the Company as well as fees for targeted investments that were finally not completed) and/or capital expenditures (including without limitation the costs of buying and selling assets or raising capital, including where applicable any taxes)

«Drawdown» a drawdown made by the General Partner in order to request Limited Shareholders to pay all or part of their Undrawn Commitments

«Drawdown Date» the date on which a Drawdown is payable by the Limited Shareholders and determined in accordance with the provisions set out in the Prospectus

«Drawdown Notice» a notice whereby the General Partner informs each Limited Shareholder of a Drawdown and requests the relevant Limited Shareholder to pay in to the Company a portion of its Undrawn Commitment against an issue of Ordinary Shares of any Class

«Eligible Investors» the Investors who (i) qualify as well-informed investors in accordance with the provisions of article 2 of the Law of 15 June 2004, as defined in section 3 of the Prospectus and (ii) are «qualified purchasers» as defined in Section 2 (a)(51) of the US Investment Company Act of 1940 as amended, and «accredited investors» as defined in Regulation D under the US Securities Act of 1933 as amended, provided that in each case the Investor is not a natural person

«EUR» Euro

«General Partner» CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) that will exercise the management of the Company

«German Insurance Company» a German insurance company, German Pensionskasse or German pension fund (including a German Versorgungswerk) and any other entity investing its assets in accordance with the provisions of the German Insurance Supervisory Act

«German Insurance Supervisory Act» the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz) as amended from time to time

«Global Infrastructure Partners - C, L.P.» GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P., a limited partnership formed pursuant to and in accordance with The Limited Partnerships (Guernsey Law), 1995 as amended from time to time, in which the SICAR intends to invest in accordance with the Prospectus

«Initial Price» the issue price at which the Ordinary Shares are offered initially on the first Drawdown after the Closing, which will be ten thousand USD (USD 10,000.-) per Ordinary Share of any Class subject to the terms and conditions indicated in article 7 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Issue Price» the issue price at which the Ordinary Shares of any Class are offered subsequently on the second and subsequent Drawdowns after the Closing, which will be the Net Asset Value per Ordinary Share of the relevant Class subject to the terms and conditions indicated in article 7 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Investors» Eligible Investors who have signed a Subscription Agreement (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Shareholders)

«Law of 10 August 1915» the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time

«Law of 15 June 2004» the Luxembourg law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital as amended from time to time

«Limited Partnership Agreement» the limited partnership agreement of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P., as amended from time to time which document will be sent to the Investors together with the Subscription Agreement

«Limited Shareholders» the holders of Ordinary Shares of any Class (actions ordinaires de commanditaires) and whose liability is limited to the amount of their investments in the Company

«Management Share» the management share (action de l'actionnaire commandité) held by the General Partner in the share capital of the Company in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité)

«Manager» any member of the board of managers of the General Partner

«Net Asset Value» the net asset value of the Company as determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Operating Expenses» the operational expenses as determined in section 19 of the Prospectus

«Ordinary Shares» the ordinary shares of any Class (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the Company

«Organisational Expenses» the organisational expenses as determined in section 19 of the Prospectus

«Private Placement Memorandum» the private placement memorandum of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P., as supplemented from time to time which document will be sent to the Investors together with the Subscription Agreement

«Prohibited Person» any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner the holding of Ordinary Shares of any Class by such person, firm, partnership or corporate body (i) may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, (ii) may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or (iii) may expose the Company to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term «Prohibited Person» includes any natural persons and any other investor which does not meet the definition of Eligible Investors as described above

«Prospectus» the prospectus of the Company, as supplemented from time to time

«Risk Capital Investment» any investment within the meaning of article 1 of the Law of 15 June 2004 and the CSSF Circular 06/241 on the notion of risk capital in the meaning of the Law of 15 June 2004

«Shareholders» the holders of the Shares, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be, the maximum aggregate number of which is limited to 30

«Shares» the shares in the capital of the Company, including the Management Share held by the General Partner and the Ordinary Shares of any Class held by the Limited Shareholders as more fully explained in article 5 of these Articles of Incorporation

«Subscription Agreement» the subscription agreement entered into between an Investor and the Company by which:

- the Investor commits himself inter alia to subscribe for Ordinary Shares of any Class of the Company for a certain maximum amount, which amount will be payable to the Company in whole or in part against the issue of Ordinary Shares of the relevant Class when the Investor receives a Drawdown Notice, and

- the Company commits itself to issue fully paid-in Ordinary Shares of the relevant Class to the Investor to the extent that the Investor's Commitment is drawn down and paid

«Undrawn Commitments» means the portion of an Investor's Commitment to subscribe for Ordinary Shares of any Class under the Subscription Agreement, which has not yet been drawn down and paid to the Company

«Unlimited Shareholder» CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. which holds one (1) Management Share (action de l'actionnaire commandité) and which will be, in its capacity as unlimited shareholder (actionnaire commandité), liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Company

«USD» United States Dollars

«Valuation Date» a date on which the Net Asset Value is determined in accordance with the Articles of Incorporation and the Prospectus

«VAT» Value Added Tax

Articles of incorporation

Chapter I.- Name, Registered office, Object, Duration

1. Corporate name. There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholders and all persons who may become owners of the Shares, a Luxembourg company under the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions), qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque).

The Company will exist under the corporate name of CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR.

2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object. According to article 1 of the Law of 15 June 2004, the object of the Company is to invest its assets directly or indirectly in securities and other assets representing risk capital with the purpose of affording its Shareholders the results of the management of its assets in return for the risk they bear.

The investment objective and policy of the Company shall be more fully described by the General Partner pursuant to article 13 hereof and shall be disclosed in the Prospectus.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 15 June 2004.

4. Term. The Company is incorporated for a limited period of time and will terminate on the earlier of 20 years following the date of the Closing or three years following the dissolution and liquidation of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P.

Chapter II.- Capital, Shares

5. Share capital - Classes of shares. The initial share capital of the Company at incorporation was fifty thousand USD (USD 50,000.-) represented by:

- one (1) share held by the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder (herein referred to as «Management Share») with no par value, and
- four (4) shares held by the Limited Shareholders (herein referred to as «Ordinary Shares») with no par value.

The General Partner may, at any time, issue different Classes of Ordinary Shares, which may differ, inter alia, in their fee structure, minimum investment requirement, type of Eligible Investors, distribution policy, reference currency or hedging policy. Those Classes of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the Law of 15 June 2004 and the Law of 10 August 1915 and shall be disclosed in the Prospectus.

The Ordinary Shares of any Class are referred to as the «Ordinary Shares» and each as a «Ordinary Share» when reference to a specific Class of Ordinary Shares is not required.

The Management Share together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the «Shares» and each as a «Share» when reference to a specific category of Shares is not required.

The minimum share capital of the Company shall be, as required by the Law of 15 June 2004, the equivalent of one million Euro (EUR 1,000,000.-). This minimum must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Company.

The share capital of the Company shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in article 11 hereof.

6. Form of shares. The Company shall issue fully paid-in Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more entities designated thereto by the Company and under the Company's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered Shares held by him and the amount paid up on each Share.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares. Vis-à-vis the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Subject to the provisions of article 8 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the General Partner.

Shares are freely transferable, subject to the provisions of article 8 hereof.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

7. Issue and subscription for shares.

7.1 Issue of the Ordinary Shares

The General Partner of the Company is authorised without limitation to issue new Ordinary Shares of any Class at any time without reserving for existing Limited Shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued, provided that the number of Shareholders in the Company may not exceed, at any time, thirty (30).

The number of Ordinary Shares of any Class issued to any Investor in connection with any Drawdown will be equal to the amount paid by the Investor under the related Drawdown Notice divided, as the case may be, by the applicable Initial Price (i.e. USD 10,000.-) or Issue Price (i.e. Net Asset Value) per Ordinary Shares of the relevant Class.

The General Partner may issue Ordinary Shares only to creditworthy, reputable and good standing investors qualifying as Eligible Investors with a demonstrated ability to meet any funding obligations in time.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more closings, offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus and that Ordinary Shares will only be issued to persons or entities having entered into a Subscription Agreement containing inter alia an irrevocable commitment and application to subscribe, during a certain period, for Ordinary Shares for a total amount as determined in the Subscription Agreement. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any Subscription Agreement may contain specific provisions not contained in the other Subscription Agreements.

Furthermore, the General Partner may impose restrictions in relation to the minimum amount of Ordinary Shares to be initially subscribed and the minimum amount of any additional investments, as well as the minimum shareholding, which any Limited Shareholder is required to comply with at any time.

The General Partner will fix a Closing on which Subscription Agreements in relation to the first issuance of the Ordinary Shares after the incorporation of the Company will be received and accepted by the General Partner. After the Closing, no Subscription Agreements or corresponding new or additional Commitments will be accepted.

When the Company offers Ordinary Shares of any Class for subscription, the subscription price per Ordinary Share of the relevant Class at which such Ordinary Shares are offered shall be as follows:

- On the first Drawdown following the Closing, Ordinary Shares of the relevant Class will be issued at the Initial Price of ten thousand USD (USD 10,000.-) each;

- On the second and any subsequent Drawdown, Ordinary Shares will be issued at the Issue price corresponding to the Net Asset Value per Ordinary Shares of the relevant Class, which will be calculated at the Valuation Date immediately following the relevant Drawdown Date. In this case, Ordinary Shares of the relevant Class will be issued and allocated on the Calculation Date which is subsequent to the relevant Valuation Date (consequently, the rights attached to these Ordinary Shares of the relevant Class will not benefit the relevant Limited Shareholder prior to the Calculation Date which is also the date on which ownership of such Ordinary Shares is reflected in the Shareholders register).

No Ordinary Shares of any Class will be issued by the Company during any period in which the determination of the Net Asset Value of the Ordinary Shares of the relevant Class is suspended by the General Partner, as noted in article 11 hereof. In the event the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share of any Class is suspended, any pending subscriptions of Ordinary Shares of the relevant Class will be carried out on the basis of the next following Net Asset Value per Ordinary Shares of the relevant Class as determined at the Valuation Date following the end of the suspension period.

Drawdowns will usually be made by sending a Drawdown Notice five (5) Bank Business Days in advance of the Drawdown Date to the Investors. The General Partner may decide to shorten such period in its reasonable discretion.

The General Partner may decide to increase the issue price by any fees, commissions and costs as disclosed in the Prospectus.

7.2 Restrictions to the Subscription for Ordinary Shares

The Ordinary Shares may only be subscribed by Eligible Investors, which term includes in accordance with the Law of 15 June 2004:

(a) institutional investors; and

(b) professional investors, i.e. those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and

(c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions:

(i) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of the equivalent in USD of one hundred twenty five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company; or

(ii) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution, another professional of the financial sector subject to rules of conduct within the meaning of article II of Directive 93/22/CEE, or a management company within the meaning of Directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

In addition and as furthermore detailed in the Subscription Agreement, Eligible Investors must be (a) «qualified purchasers» as defined in Section 2(a)(51) of the US Investment Company Act of 1940 as amended, and (b) «accredited investors» as defined in Regulation D under the US Securities Act of 1933 as amended.

The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject subscription for Ordinary Shares. It may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any Investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not he is, or will be a Prohibited Person.

Natural persons do not qualify as Eligible Investors.

7.3 Default provisions

In case a Limited Shareholder does not pay a Drawdown on any Drawdown Date specified in any Drawdown Notice, the General Partner may declare such Limited Shareholder a Defaulting Investor.

Unless waived by the General Partner, this results in the following penalties:

a) a Defaulting Investor may be assessed damages equal to twenty five per cent (25%) of his Commitment;

b) distributions to the Defaulting Investor may be set off or withheld until any amounts owed to the Company have been paid in full, and

c) the General Partner also may impose any penalty or take any action consistent with any penalty or action that the general partner of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P., may impose or take with respect to any defaulting limited partner of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C., L.P., under the Limited Partnership Agreement.

In addition, the General Partner may take any of the following actions:

a) cause the Company to redeem the Ordinary Shares of the Defaulting Investor in the Company upon payment to such Defaulting Investor of an amount equal to seventy five per cent (75%) of the net value of its shareholding in the Company (calculated on the Valuation Date immediately following the relevant Default) with the payment of the redemption proceeds to be made at such time as determined by a decision of General Partner but at the latest during the liquidation of the Company; and/or

b) provide the non-Defaulting Investors with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to seventy five per cent (75%) of the net value of the Defaulting Investor's shareholding in the Company. The non-Defaulting Investors wishing to exercise this right must give notice of such fact to the General Partner who shall, within five (5) Bank Business Days of receipt of such notice, offer the Ordinary Shares of the Defaulting Investor to the non-Defaulting Investors on a pro rata basis. On accepting the offer, each non-Defaulting Investor shall notify the General Partner of the number of the pro rata Ordinary Shares in respect of which it accepts the offer. Each non-Defaulting Investor will also indicate if it would be willing to purchase additional Ordinary Shares and the limit of Ordinary Shares it is willing to purchase additionally if not all the non-Defaulting Investors Shareholders accept the offer of the General Partner. If not all the non-Defaulting Investors accept the offer in full, the remaining Ordinary Shares shall be sold to those non-Defaulting Investors who have indicated a willingness to purchase further Ordinary Shares. If only one non-Defaulting Investor accepts the offer, all of the Ordinary Shares of the Defaulting Investor may be sold to such non-Defaulting Investor. However, if not all of the Ordinary Shares of the Defaulting Investor are proposed to be purchased by the non-Defaulting Investors, then the General Partner may offer any third party to purchase all the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to seventy five per cent (75%) of the net value of its shareholding in the Company;

c) reduce or terminate the Defaulting Investor's Commitment; and/or

d) exercise any other remedy available under applicable law.

In case of redemption of the Ordinary Shares of the Defaulting Investor under a) and b) above, the redemption proceeds to be paid to the Defaulting Investors will be net of any sums owed to the Company or to the non-Defaulting Investors by the Defaulting Investor.

Limited Shareholders may be delivered an additional Drawdown Notice to make up any shortfall of a Defaulting Investor (not to exceed each Limited Shareholder's Undrawn Commitment) and, following the prior approval of the General Partner, new Limited Shareholders may be admitted to the Company for the purpose of making contributions in place of the Defaulting Investor, provided that the number of Shareholders in the SICAR may not exceed, at any time, thirty (30).

8. Transfer of shares.

8.1 Transfer of the Management Share

The transfer restrictions as set forth in article 8.2 hereof shall not apply to the transfers of the Management Share.

The Management Share is freely transferable only to an Affiliate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Share and provided the transferee is not a natural person.

8.2 Transfer of the Ordinary Shares

8.2.1 General transfer restrictions

Unless stipulated otherwise in these Articles of Incorporation, no Limited Shareholder will sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares to any transferee without the prior written consent of the General Partner. The consent of the General Partner may be reasonably withheld for any reason including those referred to below:

- if the General Partner considers that the transfer would or could adversely affect the Company or GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P., or subject the Company, the General Partner or GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P., (or any Affiliate thereof) to any charge or taxation to which it would not otherwise be subject;
- if the General Partner considers that the effect of such transfer of Ordinary Shares will result in a violation of Luxembourg laws and regulations including without limitation the Law of 15 June 2004;
- if the General Partner considers that the transfer would violate any other applicable laws or regulations or any term or provision of the Articles of Incorporation and Prospectus of the Company, or if the General Partner considers that the proposed transferee will be unable to meet its obligations hereunder in respect of Commitments;
- if as a result of the transfer the number of Shareholders in the Company would exceed thirty (30);
- if the transferee is not an Eligible Investor.

In addition to the above, transfers of Ordinary Shares will be permitted as long as all the following conditions are satisfied:

- the purchaser, transferee or assignee thereof (the «Transferee») must qualify as an Eligible Investor;
- the Transferee must fully and completely assume in writing any and all remaining obligations relating to its position as a holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay in the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner) of the vendor or transferor of Ordinary Shares (the «Transferor») under the Subscription Agreement entered into by the Transferor;
- the Transferor shall remain jointly and severally liable with the Transferee for any and all remaining obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner);
- the Transferor shall irrevocably and unconditionally guarantee to the Company, and the General Partner, as applicable, the due and timely performance by the Transferee of any and all obligations relating to its position as holder of Shares (including, without limitation, the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner), and shall hold such parties harmless in that respect, to the extent permitted by law.

8.2.2 Transfer restrictions applicable to the transfer of Ordinary Shares held by German Insurance Companies

To the extent that, and as long as Ordinary Shares are part of a German Insurance Company's «committed assets» («Sicherungsvermögen») as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time) or «other committed assets» («Sonstiges gebundenes Vermögen») as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Ordinary Shares shall not be disposed of without the prior written consent of the relevant Shareholder's trustee («Treuhand») appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the relevant Shareholder's trustee's authorised deputy.

However, Ordinary Shares that are directly or indirectly held by a German Insurance Company and that are part of their committed asset or other committed asset are freely transferable and such transfer does not require the approval of the other Shareholders or the General Partner. Prior to any sale, assignment or transfer of Ordinary Shares and/or of any Undrawn Commitments, the German Insurance Company shall submit a request in writing to the Company regarding the number of Shareholders in the Company, and the Company shall be obliged to provide such information. Each German Insurance Company agrees that it will not sell, assign or transfer any of their Ordinary Shares if, according to the information received from the Company, such transfer would result in the number of Shareholders in the Company exceeding

thirty (30). In any case, no German Insurance Company will sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares if the transferee is not an Eligible Investor.

Upon the transfer of an Ordinary Share that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German Insurance Company, the Transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations relating to such Ordinary Share (including all remaining obligations relating of the Transferor under the Subscription Agreement entered into by the Transferor, which for the avoidance of doubt, include the obligation to pay in the Undrawn Commitments) and the Transferor shall be released from (and shall have no further liability for) such liabilities and obligations. Once the Transferor has transferred its Ordinary Shares, such Transferor shall have no further liability of any nature under this Prospectus or in respect of the Company in relation to the Undrawn Commitments or Shares it has transferred.

9. Redemption of shares. The Company is closed-ended. Consequently, it does not repurchase its Ordinary Shares upon the request of the Limited Shareholders.

However, Ordinary Shares may be redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions the General Partner shall determine and within the limits set forth by law, this Prospectus and the Articles of Incorporation. In particular, Ordinary Shares of any Class may be redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among existing Limited Shareholders, in order to distribute to the Limited Shareholders upon the disposal of an investment asset by the Company any net proceeds of such investment, notwithstanding any other distribution pursuant to section 28 hereof. The redemption price per Ordinary Share shall be the Net Asset Value per Ordinary Share of the relevant Class as at the Valuation Date specified by the General Partner in its discretion, less an amount, if any, equal to any duties and charges which may be incurred in relation to the disposal of the Company's investments as at the date of redemption in order to make such a redemption. The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner, which shall not exceed 30 Bank Business Days from the date fixed for redemption.

Moreover, where it appears to the Company that any Prohibited Person precluded from holding Ordinary Shares in the Company holds in fact Ordinary Shares, the Company may compulsorily redeem the Ordinary Shares held by any such Prohibited Person upon payment to such Prohibited Person of an amount equal to seventy five per cent (75%) of the Net Asset Value of its shareholding in the Company. The payment of the redemption proceeds to such Prohibited Person shall be made at such time as determined by a decision of General Partner but at the latest during the liquidation of the Company. In the event that the Company compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may, but is not required to, provide the Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at price equal to seventy five per cent (75%) of the Net Asset Value of the Prohibited Person's shareholding in the Company.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Shares are sold) will be charged by way of a reduction to any redemption proceeds. Shares repurchased by the Company may not be reissued and shall be cancelled in conformity with applicable law.

10. Conversion of shares. Conversions from one Class of Ordinary Shares into another Class of Ordinary Shares are not allowed.

11. Calculation of net asset value per share.

11.1 Calculation

The Net Asset Value of the Management Share and of each Class of Ordinary Shares will be determined in USD by the Central Administration under the responsibility of the General Partner on a quarterly basis, as at the last Bank Business Day of March, June, September and December of each calendar year and at any other Bank Business Day as the General Partner may decide.

The value of the net assets of the Company is equal to the difference between the value of its gross assets and its liabilities on a consolidated basis. The Net Asset Value per Class of Ordinary Shares is equal, on any Valuation Date, to the difference between the value of gross assets of the Company attributable to a Class of Ordinary Shares and the value of liabilities of the Company attributable to such Class of Ordinary Shares.

The value of the Company's assets will be determined as follows:

1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

2) securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;

3) all other securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

The value of all assets and liabilities not expressed in USD will be converted into USD at the prevailing mid-market exchange rate on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

Risk Capital Investments not admitted to any official stock exchange listing or dealt in on another regulated market and Risk Capital Investments admitted to official stock exchange listings or dealt in on another regulated market for which the last available price is not representative of the fair market value shall be valued on the basis of their reasonably foreseeable sale price determined with prudence and in good faith by the General Partner, using the valuation guidelines published by the EUROPEAN PRIVATE EQUITY and VENTURE CAPITAL ASSOCIATION (EVCA) as a basis.

More precisely, GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P., is valued at its latest net asset value as reported to the SICAR by GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P.. GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P. determines such net asset value on a quarterly basis applying United States Generally Accepted Accounting Principles, which in part provide for the valuation of investments at fair value.

GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P. intends to value its investments in securities initially at cost as an approximation of fair value, with subsequent adjustments to fair value as determined by its general partner, including consideration of foreign currency exchange rate movements. Net Asset Value is expected to include investments, in the absence of readily ascertainable market values that have been estimated by the general partner of GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P.. However, because of the inherent uncertainty of valuations, those estimated values may differ significantly from the values that would have been used had a ready market for the investments existed, and the differences could be material.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company. Such method will then be applied in a consistent way. The Central Administration may rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation.

The Auditor will audit the calculation of the Net Asset Value no less frequently than annually.

11.2 Temporary suspension of the calculation

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value of the Shares during:

- a) any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a portion of the assets of the Company are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended; or
- b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets owned by the Company is not reasonably practicable without being seriously detrimental to the interests of Shareholders or if in the opinion of the General Partner issue, sale and/or redemption prices cannot fairly be calculated; or
- c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Company's assets or if for any reason the value of any asset of the Company which is material in relation to the determination of the Net Asset Value (as to which materiality the General Partner shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required; or
- d) any period when the value of any wholly-owned (direct or indirect) subsidiary of the Company may not be determined accurately; or
- e) any period when any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or
- f) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving to wind up the Company; or
- g) when for any other reason, the prices of any investments of the Company including the investment in GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C, L.P., cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate by the General Partner.

Chapter III.- Management

12. Determination of the general partner. The Company shall be managed by CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner may be removed by means of a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in article 32 of the Articles of Incorporation.

In the event of the removal of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in article 32 of the Articles of Incorporation, subject to prior CSSF's approval.

13. Powers of the general partner. The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in compliance with these Articles of Incorporation and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and adviser agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

14. Representation of the company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the joint signature of any two other persons to whom such power has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

15. Liability of the general partner and limited shareholders. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company.

16. Delegation of powers; Agents of the general partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment adviser's, officer's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

17. Conflict of interest. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

In the event that the Company is presented with an investment proposal involving assets owned (in whole or in part) by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof, or with an investment proposal advised by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof, or involving any company whose shares are held by, or which has borrowed funds from a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof, including any company managed, advised, or promoted by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliates thereof, the Shareholder, shareholder of the General Partner, Manager or any Affiliates thereof as applicable, will fully disclose this conflict of interests to the General Partner who will make a decision on such investment.

According to the general principles of law, such decision will be made by the General Partner of the Company and its Managers with loyalty, honesty and good faith provided that the General Partner and its Managers will always act and enter into transactions bona fide on an arm's length basis in what they consider to be the best interest of the Company (and not the interest of a given Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof).

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the General Partner or the Managers is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the General Partner or the Managers who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Investors should also consider the discussion of conflicts of interest under Section IX of the Private Placement Memorandum and Section 5.7 of the Limited Partnership Agreement.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

18. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles of Incorporation or by the law.

19. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting, on the third (3rd) Thursday of June at 11.00 a.m. If such day is not a Bank Business Day, the meeting will be held on the next following Bank Business Day.

20. Other general meeting. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require in writing with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

21. Convening notice. A general meeting of Shareholders is convened by the General Partner in compliance with the law.

As all Shares are in registered form, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only sent at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

22. Presence, Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

Are deemed to be present, for the quorum and the majority requirements, the Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by videoconference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

23. Proceedings. General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

The above-described persons in this article 23 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

24. Vote. Each Share entitles the holder thereof to one vote.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the Shareholders present or represented, regardless of the proportion of the capital represented. In accordance with these Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 10 August 1915, any decision of the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

25. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter V.- Business year, Distribution of profits

26. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December of each year.

27. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by one or several authorised independent auditors appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Company.

The authorised independent auditors shall fulfil all duties prescribed by the Law of 15 June 2004.

28. Distribution.

28.1 General provisions

The general meeting of Shareholders shall, upon proposal of the General Partner, determine how Distributable Cash shall be treated and may declare distributions and/or dividends in connection with the approval of the annual accounts.

In addition, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the Law of 15 June 2004.

Distributions will be made to each Limited Shareholder pro rata based on the number of Ordinary Shares in the relevant Class held by such Limited Shareholder.

No distribution will be made if at a result, the share capital of the Company falls below the legal minimum capital, which is the equivalent in USD of one million EUR (EUR 1,000,000.-).

Distributable Cash will be distributed to the Limited Shareholders and will not be reinvested in other Risk Capital Investments.

28.2 Offset

The General Partner shall be entitled to offset any Distributable Cash payable to a Limited Shareholder against any payment obligation of such Limited Shareholder towards the Company under its Subscription Agreement, which, for the

avoidance of doubt shall include any and all payment obligations of such Limited Shareholder towards the Company in the event such Limited Shareholder is defaulting as indicated in article 7.3 hereof.

In any event, distributions and payments will be made after payment of or making appropriate provision (if any) for any expenses and fees due or to be due from the Company.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes and withholding taxes on the Company's investments.

All distributions shall be made in USD.

Chapter VI- Dissolution, Liquidation

29. Causes of dissolution.

29.1 Term of the Company

Subject to article 4 hereof, the Company will in principle be dissolved ipso jure on the expiration of its term.

29.2 Legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Company shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner in accordance with article 32 of these Articles of Incorporation will not lead to the dissolution of the Company.

In the event of legal incapacity or inability to act of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in article 32 of the Articles of Incorporation, subject to prior CSSF approval.

29.3 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Company may be dissolved prior to the end of its term by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation, as provided for in article 32 of these Articles of Incorporation.

30. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honorability and professional skills.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

Chapter VII- Final provisions

31. The custodian. To the extent required by the Law of 15 June 2004, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 15 June 2004.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdrawal of the Custodian or of its removal by the General Partner, the Custodian, until it is replaced, which must happen within two months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

32. Amendments of these articles of incorporation. Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 10 August 1915, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation of the Company, or any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to resolve issues for which the law or these Articles of Incorporation refers to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of the Shares being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the Shares represented.

In both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the Shareholders present or represented. In accordance with these Articles of Incorporation and the Law of 10 August 1915, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

33. Indemnification. Neither the General Partner, nor any of its Affiliates, shareholders, officers, directors, members, employees, partners, agents and representatives nor any of their respective Affiliates (collectively, the «Indemnified Parties») shall have any liability, responsibility or accountability in damages or otherwise to any Shareholder, and the Company

agrees to indemnify, pay, protect and hold harmless each Indemnified Party from and against, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgements, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Indemnified Parties or the Company) and all costs of investigation in connection therewith which may be imposed on, incurred by, or asserted against the Indemnified Parties or the Company or in any way relating to or arising out of, or alleged to relate to or arise out of, any action or inaction on the part of the Company, on the part of the Indemnified Parties when acting on behalf of the Company or on the part of any agents when acting on behalf of the Company; provided that the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company shall be liable, responsible and accountable for and shall indemnify, pay, protect and hold harmless the Company from and against, and the Company shall not be liable to the General Partner for, any portion of such liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgements, suits, proceedings, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Company and all costs of investigation in connection, therewith asserted against the Company) which result from the General Partner's fraud, gross negligence or wilful misconduct.

In any action, suit or proceeding against the Company, or any Indemnified Party relating to or arising, or alleged to relate to or arise, out of any such action or non-action, the Indemnified Parties shall have the right to jointly employ, at the expense of the Company, counsel of the Indemnified Parties' choice, which counsel shall be reasonably satisfactory to the Company, in such action, suit or proceeding. If joint counsel is so retained, an Indemnified Party may nonetheless employ separate counsel, but at such Indemnified Party's own expense.

If an Indemnified Party is determined to have committed fraud, gross negligence or wilful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

34. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 15 June 2004.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand seven hundred euros (€ 4,700.-).

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, these persons signed together with the notary the present deed.

Folgt die Übersetzung ins deutsche des vorangehenden Textes:

Im Jahre Zweitausendsieben, den neunundzwanzigsten Juni.

Vor mir, dem unterzeichneten Maître Paul Bettingen, Notar mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg:

wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre der CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR (die «Gesellschaft») abgehalten, einer nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründeten und bestehenden Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B.127.449, mit Sitz 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 25. April 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 870, vom 14. Mai 2007, Seite 41725.

Der Leiter der Versammlung ist Jacqueline Siebenaller, Vize Präsident, ansässig in Luxemburg, der als Sekretär Melanie Smiltins, Counsel, ansässig in Luxemburg, bestellt, der von der Versammlung ebenfalls zum Abstimmungsleiter gewählt ist.

Nachdem die Versammlungsleitung somit gebildet worden war, ersuchte der Vorsitzende der Versammlung den Notar, folgendes festzustellen:

I. - Dass die Versammlung die folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

1. Beschluss, die Gesellschaft in CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR umzubenennen und Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

2. Beschluss, den Zweck der Gesellschaft zu ändern, damit der Gesellschaft gemäß Artikel 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital, in der jeweils geltenden Fassung, die Möglichkeit eröffnet wird, mittelbare oder unmittelbare Investition in Wertpapiere und andere Risikokapital darstellende Vermögenswerte, mit dem Zweck, ihren Anteilhabern zum Ausgleich für das von diesen eingegangene Risiko die

Resultate der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen und Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

3. Beschluss, die Dauer der Gesellschaft auf 20 Jahre ab dem Tag des Closing oder bis drei Jahre ab der Auflösung und Liquidierung der GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. zu ändern und Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

4. Beschluss, die Bildung verschiedener Klassen von Stammaktien zu erlauben, und die bestehenden vier (4) nennwertlosen Stammaktien in vier (4) nennwertlose Stammaktien der Klasse A umzuwandeln und Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

5. Beschluss, Umwandlungen von Stammaktien einer Klasse in Stammaktien einer anderen Klasse zu verhindern, einen neuen Artikel 10 in die Satzung der Gesellschaft einzufügen und die fortlaufende Nummerierung der Satzung entsprechend zu ändern.

6. Beschluss, Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die Änderung des Firma des Komplementärs der Gesellschaft wiederzugeben, der von nun an als CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. firmiert.

7. Beschluss, die Satzung der Gesellschaft insgesamt neu zu fassen, um die gemäß den Ziffern 1. bis 6. dieser Tagesordnung zu fassenden Beschlüsse sowie weitere, im Zusammenhang mit den gemäß den Ziffern 1. bis 6. dieser Satzung zu fassenden Beschlüsse im Zusammenhang stehenden Änderungen wiederzugeben.

8. Verschiedenes

II. - Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien auf der Anwesenheitsliste aufgeführt sind; diese von den Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und der Versammlungsleitung unterzeichnete Anwesenheitsliste bleibt dieser Urkunde beigelegt und wird zusammen mit ihr bei der Registrierungsbehörde eingereicht. Die von den vertretenen Aktionären erteilten Vollmachten wurden von den Erschienenen ne varietur gezeichnet und bleiben dieser Urkunde ebenfalls beigelegt.

III. - Dass das sämtliche bei dieser Versammlung anwesende Gesellschaftskapitel sowie alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, dass Ihnen die Tagesordnung vor dieser Versammlung ordnungsgemäß übermittelt worden ist und sie davon Kenntnis hatten und dass für die Versammlung keine Einladungen erforderlich waren.

IV. Dass diese Versammlung, bei der das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist, ordnungsgemäß konstituiert und berechtigt ist, über sämtliche Punkte der Tagesordnung zu beschließen.

Daraufhin fasst die Hauptversammlung nach erfolgter Beratung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Gesellschaft in CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR umzubenennen, und folglich Artikel 1 der Satzung entsprechend zu ändern.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, den Zweck der Gesellschaft zu ändern, damit der Gesellschaft gemäß Artikel 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital, in der jeweils geltenden Fassung, die Möglichkeit eröffnet wird, mittelbare oder unmittelbare Investition in Wertpapiere und andere Risikokapital darstellende Vermögenswerte, mit dem Zweck, ihren Anteilhabern zum Ausgleich für das von diesen eingegangene Risiko die Resultate der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen. Folglich beschließt die Hauptversammlung Artikel 3 der Satzung gemäß dem siebten Beschluss unten zu ändern.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Dauer der Gesellschaft auf 20 Jahre ab dem Tag des Closing oder bis drei Jahre ab der Auflösung und Liquidierung der GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. zu ändern, und folglich Artikel 4 der Satzung gemäß dem siebten Beschluss unten zu ändern.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Bildung verschiedener Klassen von Stammaktien zu erlauben, die unter anderem in bezug auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlageerfordernisse, den Typ der Qualifizierten Anleger, die Ausschüttungspolitik, die Referenzwährung oder die Absicherungsstrategie voneinander abweichen können, und die vier (4) bestehenden nennwertlosen Stammaktien in vier (4) nennwertlose Stammaktien der Klasse A umzuwandeln. Daher beschließt die Hauptversammlung, Artikel 5 der Satzung gemäß dem siebten Beschluss unten zu ändern.

Fünfter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, Umwandlungen von Stammaktien einer Klasse in Stammaktien einer anderen Klasse zu verhindern, einen neuen Artikel 10 in die Satzung der Gesellschaft einzufügen und die fortlaufende Nummerierung der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern.

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft gemäß dem siebten Beschluss unten zu ändern, um die Änderung der Firma des Komplementärs der Gesellschaft wiederzugeben, die von nun an als CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l. firmiert.

Siebter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft insgesamt neu zu fassen, um die gemäß den Ziffern 1. bis 6. dieser Tagesordnung zu fassenden Beschlüsse sowie weitere, im Zusammenhang mit den gemäß den Ziffern 1. bis 6. dieser Satzung zu fassenden Beschlüsse im Zusammenhang stehenden Änderungen wiederzugeben, woraufhin die Satzung von nun an den folgenden Wortlaut hat:

Geänderte und neu gefasste Satzung

Vorläufige Überschrift - Definitionen

In dieser Satzung haben die nachstehenden Begriffe die ihnen nachstehend jeweils zugewiesene Bedeutung:

«Verbundenes Unternehmen»: Bezüglich eines Unternehmens jede natürliche oder juristische Person, die das betreffende Unternehmen unmittelbar oder mittelbar kontrolliert, von diesem kontrolliert wird oder gemeinsam mit diesem von einem Dritten kontrolliert wird.

«Satzung»: Die Satzung der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

«Wirtschaftsprüfer»: Der in der Eigenschaft als Wirtschaftsprüfer (qualified independent auditor; réviseur d'entreprise agréé) agierende Prüfer der Gesellschaft.

«Bankgeschäftstag»: Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg und New York für Geschäfte geöffnet sind.

«Berechnungstag»: Fünf Bankgeschäftstage nach Erhalt der Mitteilung des Werts von GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. am maßgeblichen Bewertungstag.

«Zentrale Verwaltungsstelle»: Die zentrale Verwaltung der Gesellschaft, die als Verwaltungsstelle und Register- und Transferstelle der Gesellschaft in Luxemburg tätig wird.

«Klasse(en)»: Eine oder gegebenenfalls mehrere Klassen von Aktien, sofern eine bestimmte Gebührenstruktur, Ausschüttungspolitik, Referenzwährung oder Absicherungsstrategie zur Anwendung kommen soll.

«Closing»: Der von dem Komplementär festgesetzte Termin, zu dem Zeichnungsvereinbarungen für die Erstemission von Stammaktien einer Klasse nach Gründung der Gesellschaft eingegangen sind und von dem Komplementär angenommen wurden, wie im Prospekt veröffentlicht.

«Kapitalzusage»: Die Verpflichtung eines Anlegers, Stammaktien einer Klasse innerhalb des im Prospekt vorgesehenen Zeitrahmens und gemäß dessen Bedingungen, wie in der von dem jeweiligen Anleger abgeschlossenen Zeichnungseinbarung zusammengefasst, zu zeichnen und diese zu bezahlen.

«Gesellschaft»: CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE SCA SICAR, eine luxemburgische Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (investment company in risk capital; société d'investissement en capital à risque) in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (partnership limited by shares; société en commandite par actions)

«CSSF»: die Luxemburger Finanzaufsichtsbehörde CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier)

«Depotbank»: Die Depotbank der Gesellschaft in Luxemburg.

«In Verzug befindlicher Anleger»: Ein Anleger, der von der Gesellschaft entsprechend Artikel 7.3 dieser Satzung und dem Prospekt in Verzug gesetzt wurde.

«Ausschüttungsfähige Mittel»: Die Summe der Mittel, die zu einem beliebigen Ausschüttungstermin auf Ebene der Gesellschaft zur Ausschüttung an die Anteilhaber zur Verfügung stehen und die aus einer beliebigen Quelle innerhalb der Gesellschaft stammen und nach Maßgabe des Komplementärs zur Ausschüttung an Anteilhaber bestimmt sind (dies schließt etwaige auf Ebene von Gesellschaften oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft Beteiligungen hält, verfügbare Mittel aus); derartige Mittel können insbesondere aus Veräußerung von Risikokapitalanlagen und Refinanzierungen stammen, aus Einkünften aus Geldanlagen oder Investitionen in Wertpapiere, sowie aus Rückzahlungen des von den Anteilhabern an die Gesellschaft gezahlten Grundkapitals unter Berücksichtigung ihrer Kapitalzusage, abzüglich, unter anderem, sämtlicher Kosten (beispielsweise Gebühren, die an Depotbank, zentrale Verwaltungsstelle, Domizilstelle, Komplementär, DLJ GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P., Buchhalter, Wirtschaftsprüfer, Rechtsberater, Drucker und andere von der Gesellschaft eingesetzte Beauftragte und Dienstleister zu entrichten sind, sowie Gebühren für geplante Anlagen, die letztendlich nicht durchgeführt worden sind), und/oder Investitionsausgaben (insbesondere die Kosten des An- und Verkaufs von Vermögenswerten oder der Kapitalbeschaffung, einschließlich gegebenenfalls anfallender Steuern).

«Inanspruchnahme der Kapitalzusage»: Eine Inanspruchnahme der Kapitalzusage seitens des Komplementärs, durch die die Kommanditaktionäre aufgefordert werden, ihre noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen ganz oder teilweise zu erfüllen.

«Tag der Inanspruchnahme»: Der Termin, zu dem die Inanspruchnahme der Kapitalzusage von den Kommanditaktionären erfolgt, ermittelt gemäß den Bestimmungen des Prospekts.

«Mitteilung über die Inanspruchnahme»: Eine Mitteilung, in der der Komplementär jeden Kommanditaktionär von einer Inanspruchnahme der Kapitalzusage unterrichtet, und den jeweiligen Kommanditaktionär zur Erbringung eines Teils seiner noch nicht geleisteten Einlage an die Gesellschaft gegen Ausgabe von Stammaktien einer Klasse auffordert.

«Qualifizierte Anleger»: Die Anleger, die (i) als «sachkundige Anleger» (well-informed investors) im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 15. Juni 2004, wie in Ziffer 3 des Prospekts definiert, und (ii) als «qualified purchasers» im Sinne von 2(a)(51) des US Investment Company Act von 1940 in der jeweils geltenden Fassung und «accredited investors» im Sinne von Regulation D des US Securities Act von 1933 in der jeweils geltenden Fassung einzuordnen sind, wobei der Anleger in keinem Fall eine natürliche Person sein darf.

«EUR»: Euro

«Komplementär»: CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (private limited liability company; société à responsabilité limitée), die die Geschäftsführung der Gesellschaft übernimmt.

«Deutsche Versicherungsgesellschaft»: Eine deutsche Versicherungsgesellschaft, Pensionskasse oder ein Pensionsfonds (einschließlich eines deutschen Versorgungswerks) und jede andere juristische Person, die ihre Vermögenswerte gemäß den Bestimmungen des Deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz anlegt.

«VAG»: Das deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz («VAG») in der jeweils geltenden Fassung.

«Global Infrastructure Partners - C. L.P.»: GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P., eine gemäß dem Limited Partnerships (Guernsey Law) 1995, in der jeweils geltenden Fassung, gegründete, beschränkt haftende Gesellschaft, in die die SICAR gemäß dem Prospekt Anlagen tätigen möchte.

«Erstausgabepreis»: Der Ausgabepreis, zu dem die Stammaktien einer Klasse bei der ersten Inanspruchnahme der Kapitalzusage nach dem Closing erstmalig angeboten werden; und der sich gemäß den Bestimmungen in Artikel 7 dieser Satzung und im Prospekt auf zehntausend US-Dollar (USD 10.000,-) beläuft.

«Ausgabepreis»: Der Ausgabepreis, zu dem die Stammaktien einer Klasse später bei der zweiten und einer weiteren Inanspruchnahme der Kapitalzusage nach dem Closing angeboten werden, und der gemäß den Bestimmungen in Artikel 7 der Satzung und im Prospekt dem Nettoinventarwert pro Stammaktie der jeweiligen Klasse entspricht.

«Anleger»: Qualifizierte Anleger, die eine Zeichnungsvereinbarung unterschrieben haben. (Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass unter diesen Begriff gegebenenfalls auch die Anteilinhaber fallen).

«Gesetz vom 10. August 1915»: Das luxemburgische Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils geltenden Fassung.

«Gesetz vom 15. Juni 2004»: Das luxemburgische Gesetz über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital vom 15. Juni 2004, in der jeweils geltenden Fassung.

«Limited Partnership Agreement»: Der Gesellschaftsvertrag von DLJ INVESTMENT PARTNERS III in der jeweils geltenden Fassung; für die Anleger am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

«Kommanditaktionäre»: Die Inhaber von Stammaktien (Ordinary Shares; actions ordinaires de commanditaires) einer Klasse, deren Haftung auf die von ihnen geleistete Einlage in die Gesellschaft beschränkt ist.

«Komplementäranteil»: Der vom Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter (Unlimited Shareholder; associé commandité) am Grundkapital der Gesellschaft gehaltene Anteil (management share; action de l'associé-gérant commandité).

«Mitglied der Geschäftsführung»: Ein Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs.

«Nettoinventarwert»: Der Nettovermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 der Satzung und dem Prospekt.

«Betriebskosten»: Die Betriebskosten gemäß Ziffer 19 des Prospekts.

«Stammaktien»: Die Stammaktien (ordinary shares; actions ordinaires de commanditaire) einer Klasse, die von den Kommanditaktionären (Limited Shareholders; actionnaires commanditaires) am Grundkapital der Gesellschaft gehalten werden.

«Gründungskosten»: Die Gründungskosten gemäß Ziffer 19 des Prospekts.

«Private Placement Memorandum»: Der Verkaufsprospekt für eine Privatplatzierung von GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P., in der jeweils geltenden Fassung; wird zusammen mit der Zeichnungsvereinbarung an die Anleger verschickt.

«Nicht erwerbsberechtigter Person»: Jede natürliche oder juristische Person, Personen- oder Kapitalgesellschaft, sofern nach allein maßgeblicher Einschätzung des Komplementärs das Halten von Stammaktien einer Klasse durch eine solche natürliche oder juristische Person, Personen- oder Kapitalgesellschaft (i) möglicherweise für die Interessen der vorhandenen Anteilinhaber oder der Gesellschaft von Nachteil sein kann, (ii) möglicherweise eine Verletzung von Bestimmungen luxemburgischen oder anderen Rechts zur Folge haben kann, oder (iii) der Gesellschaft möglicherweise steuerliche Nachteile, Geldbußen oder -strafen entstehen, die ansonsten nicht entstanden wären; der Begriff «nicht erwerbsberechtigter Person» erfasst natürliche Personen und sämtliche Anleger, die nicht unter den vorstehend definierten Begriff des qualifizierten Anlegers fallen.

«Prospekt»: Der Prospekt der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

«Risikokapitalanlage»: Jede Anlage im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 und des Rundschreibens Nr. 06/241 der CSSF zum Begriff Risikokapital im Sinne des Gesetzes vom 15. Juni 2004

«Anteilinhaber»: Die Inhaber der Anteile, d.h., je nach Zusammenhang die Kommanditaktionäre und/oder der persönlich haftende Gesellschafter, deren Gesamtzahl 30 nicht überschreiten darf.

«Anteile»: Die Anteile am Kapital der Gesellschaft, das heißt, der vom Komplementär gehaltene Komplementäranteil und die von den Kommanditaktionären gehaltenen Stammaktien einer Klasse, wie in Artikel 5 der Satzung näher ausgeführt.

«Zeichnungsvereinbarung»: Die zwischen einem Anleger und der Gesellschaft abgeschlossene Zeichnungsvereinbarung,

- in der der Anleger sich unter anderem verpflichtet, Stammaktien einer Klasse der Gesellschaft in einem bestimmten Höchstbetrag zu zeichnen, der nach Zugang einer Mitteilung über die Inanspruchnahme beim Anleger ganz oder teilweise gegen Ausgabe von Stammaktien der jeweiligen Klasse an die Gesellschaft zu entrichten ist; und

- in der die Gesellschaft sich verpflichtet, voll eingezahlte Stammaktien der jeweiligen Klasse an die Anleger auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Anlegers in Anspruch genommen und gezahlt wurde.

«Noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen»: Der Teil einer von einem Anleger aufgrund einer Vereinbarung über die Zeichnung von Stammaktien einer Klasse getroffenen Kapitalzusage, die noch nicht in Anspruch genommen und an die Gesellschaft gezahlt wurde.

«Persönlich haftender Gesellschafter»: CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l., die einen (1) Komplementäranteil (action de l'associé-gérant commandité) hält und in ihrer Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter (l'associé-gérant commandité) unbeschränkt für Verbindlichkeiten haftet, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft erfüllt werden können.

«USD»: US-Dollar.

«Bewertungstag»: Ein Termin, zu dem der Nettoinventarwert gemäß der Satzung und dem Prospekt ermittelt wird.

«USt»: Umsatzsteuer.

Satzung

Kapitel I.- Firma, Sitz, Gegenstand, Dauer

1. Firma. Hiermit wird zwischen dem Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter, den Kommanditaktionären und allen Personen, die zu einem späteren Zeitpunkt möglicherweise Inhaber der Anteile werden, eine luxemburgische Gesellschaft in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (limited partnership by shares; société en commandite par actions) gegründet, die als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital einzuordnen ist (investment company in risk capital; société d'investissement en capital à risque).

Die Gesellschaft hat die Firma CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE FINANCE SCA SICAR.

2. Sitz. Sitz der Gesellschaft ist die Stadt Luxemburg.

Der Komplementär ist berechtigt, den Sitz der Gesellschaft innerhalb der Stadt Luxemburg zu verlegen.

Der Sitz kann durch einen Beschluss der außerordentlichen Hauptversammlung der Anteilinhaber an einen beliebigen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, der in der Weise gefasst wurde, wie für jegliche Änderung der Satzung vorgesehen.

Sollten militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände eintreten oder vermutlich unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsgang am Sitz der Gesellschaft behindern würden, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die Situation sich normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet der vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes ins Ausland trifft der Komplementär.

3. Gegenstand. Gemäß Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 ist Gegenstand der Gesellschaft die unmittelbare oder mittelbare Investition in Wertpapiere und andere Risikokapital darstellende Vermögenswerte, mit dem Zweck, ihren Anteilinhabern zum Ausgleich für das von diesen eingegangene Risiko die Resultate der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Anlageziele und -politik der Gesellschaft werden gemäß Artikel 13 dieser Satzung von dem Komplementär näher beschrieben und im Prospekt offen gelegt.

Die Gesellschaft darf jede Maßnahme treffen und jede Transaktion vornehmen, die sie für der Erfüllung und Förderung ihres Zwecks im größtmöglichen, nach dem Gesetz vom 15. Juni 2004 zulässigen Umfang, dienlich halten darf.

4. Dauer. Die Gesellschaft wurde für eine befristete Zeit gegründet und endet drei Jahre nach Auflösung und Liquidation von GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS -C. L.P. oder spätestens 20 Jahre nach dem Tag des Closing.

Kapitel II.- Kapital, Anteile

5. Grundkapital - Aktienklassen. Das anfängliche Grundkapital der Gesellschaft betrug bei ihrer Gründung fünfzigtausend USD (USD 50.000,-), verbrieft durch

- einen (1) nennwertlosen Geschäftsanteil, der vom Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter gehalten wird (nachstehend der «Komplementäranteil»), und
- vier (4) nennwertlosen Anteile, die von den Kommanditaktionären gehalten werden (nachstehend «Stammaktien»).

Der Komplementär kann jederzeit verschiedenen Klassen von Stammaktien ausgeben, die unter anderem in der Gebührenstruktur, den Mindestanlageerfordernissen, dem Typ der Qualifizierten Anleger, der Ausschüttungspolitik, der Referenzwährung oder der Absicherungsstrategie voneinander abweichen können. Solche Klassen von Stammaktien werden gemäß den Erfordernissen des Gesetzes vom 15. Juni 2004 und des Gesetzes vom 10. August 1915 ausgegeben und sind in dem Prospekt offen zu legen.

Die Stammaktien einer Klasse werden «Stammaktien» und einzeln «Stammaktie» genannt, sofern ein Verweis auf eine bestimmte Klasse von Stammaktien nicht erforderlich ist.

Der Komplementäranteil und die Stammaktien einer Klasse werden zusammen als die «Anteile» und einzeln als ein «Anteil» bezeichnet, wenn eine nähere Beschreibung der jeweiligen Anteile nicht erforderlich ist.

Das Grundkapital der Gesellschaft entspricht gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 15. Juni 2004 mindestens einer Million Euro (EUR 1.000.000,-). Dieser Mindestbetrag muss innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten nach Zulassung der Gesellschaft erreicht werden.

Das Grundkapital der Gesellschaft entspricht jederzeit ihrem Nettoinventarwert, wie in Artikel 11 dieser Satzung definiert.

6. Form der Anteile. Die Gesellschaft gibt nur voll eingezahlte Anteile in Form von Namensaktien aus.

Sämtliche in Form von Namensaktien begebenen Anteile der Gesellschaft werden im Verzeichnis der Anteilinhaber eingetragen, das von der Gesellschaft oder einem oder mehreren von der Gesellschaft damit beauftragten und in ihrer Verantwortung handelnden Unternehmen geführt wird; das Register enthält den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen der Gesellschaft angezeigten Wohnsitz oder gewählten Wohnsitz, die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf jede Aktie eingezahlten Betrag.

Mit der Eintragung des Namens des Anteilinhabers in das Register der Anteilinhaber wird sein Eigentum an den betreffenden Namensaktien nachgewiesen. Die Gesellschaft stellt normalerweise keine Bescheinigungen über derartige Eintragungen aus, aber jeder Anteilinhaber erhält eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung.

Die Gesellschaft betrachtet die Person, auf deren Namen die Anteile eingetragen sind, als Volleigentümer der Anteile. Im Verhältnis zur Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da pro Anteil nur ein Inhaber zulässig ist. Mitinhaber haben eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft zu benennen.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 8 dieser Satzung wird jede Übertragung von Namensaktien in das Register der Anteilinhaber eingetragen; eine solche Eintragung wird von einem oder mehreren Direktoren oder Amtsträgern (officers) der Gesellschaft, oder einer oder mehrerer diesbezüglich von dem Komplementär ordnungsgemäß ermächtigten Personen unterzeichnet.

Anteile sind gemäß den Bestimmungen von Artikel 8 dieser Satzung frei übertragbar.

Anteilinhaber mit einem Anspruch auf Namensaktien teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen übermittelt werden können. Diese Anschrift wird auch ins Register der Anteilinhaber eingetragen.

Falls ein Anteilinhaber keine Anschrift mitteilt, kann die Gesellschaft eine Eintragung einer diesbezüglichen Mitteilung in das Register der Anteilinhaber gestatten, und Anschrift des Anteilinhabers gilt dann der Sitz der Gesellschaft, oder eine andere von der Gesellschaft in dieser Weise gegebenenfalls im Register der Anteilinhaber eingetragene Anschrift, solange, bis der Gesellschaft von dem Anteilinhaber eine andere Anschrift mitgeteilt wird. Ein Anteilinhaber kann seine im Register der Anteilinhaber angegebene Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft gegebenenfalls angegebene Adresse ändern.

Gegebenenfalls erfolgende Zahlungen von Ausschüttungen erfolgen an die Anteilinhaber in Bezug auf Namensaktien an ihre im Register der Anteilinhaber angegebenen Adressen.

Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Derartige Anteilbruchteile gewähren kein Stimmrecht, berechtigen den Inhaber aber zu einer anteiligen Teilhabe am Nettovermögen der Gesellschaft.

7. Ausgabe und Zeichnung von Anteilen.

7.1 Ausgabe der Stammaktien

Der Komplementär der Gesellschaft ist unbeschränkt ermächtigt, jederzeit neue Stammaktien einer Klasse auszugeben, ohne den vorhandenen Kommanditaktionären ein Vorzugszeichnungsrecht an den auszugebenden Stammaktien einzuräumen, wobei die Gesamtzahl der Anteilinhaber zu keinem Zeitpunkt mehr als 30 betragen darf.

Die Anzahl der in Zusammenhang mit einer Inanspruchnahme der Kapitalzusage an einen Anleger auszugebenden Stammaktien einer Klasse entspricht dem von dem Anleger gemäß der diesbezüglichen Mitteilung über die Inanspruch-

nahme zu entrichtenden Betrag, dividiert durch den jeweils maßgeblichen Erstausgabepreis (d.h., USD 10.000,-) oder Ausgabepreis (d.h., Nettoinventarwert) pro Stammaktie der jeweiligen Klasse.

Der Komplementär darf Stammaktien nur an bonitätsmäßig einwandfreie, seriöse und angesehene Anleger ausgeben, die als qualifizierte Anleger einzustufen sind und nachgewiesener Weise in der Lage sind, ihren Zahlungsverpflichtungen rechtzeitig nachzukommen.

Der Komplementär kann die Häufigkeit der Ausgabe von Stammaktien einschränken; der Komplementär kann insbesondere beschließen, dass eine Ausgabe von Stammaktien nur während eines oder mehrerer Closings, Zeichnungsfristen oder mit der im Prospekt vorgesehenen sonstigen Häufigkeit erfolgt, und dass Stammaktien nur an Personen oder Unternehmen begeben werden, die eine Zeichnungsvereinbarung abgeschlossen haben, in der unter anderem eine unwiderrufliche Kapitalzusage und ein unwiderruflicher Antrag auf Zeichnung von Stammaktien über einen Gesamtbetrag in der Zeichnungsvereinbarung festgelegten Gesamtbetrag über einen bestimmten Zeitraum enthalten sind. Soweit nach luxemburgischen Gesetzen und Vorschriften zulässig, kann jede Zeichnungsvereinbarung spezielle Regelungen enthalten, die in den anderen Zeichnungsvereinbarungen nicht enthalten sind.

Außerdem kann der Komplementär eine Mindestzahl der anfänglich zu zeichnenden Stammaktien und eine Mindestsumme weiterer Anlagen, sowie eine Mindestbeteiligung festlegen, die für jeden Kommanditaktionär jederzeit verbindlich ist.

Der Komplementär bestimmt ein Closing, zu dem Zeichnungsvereinbarungen betreffend die Erstemission Stammaktien nach Gründung der Gesellschaft vom Komplementär entgegen- und angenommen werden. Nach dem Closing werden keine Zeichnungsvereinbarungen und diesbezügliche neue oder weitere Kapitalzusagen angenommen.

Wenn die Gesellschaft Stammaktien einer Klasse zu Zeichnung anbietet, lautet der Zeichnungspreis pro Stammaktie der jeweiligen Klasse, zu dem die Stammaktien angeboten werden, wie folgt:

- Bei der ersten Inanspruchnahme der Kapitalzusage nach dem Closing werden Stammaktien der jeweiligen Klasse zum Erstausgabepreis von zehntausend USD (USD 10.000,-) pro Stück begeben;

- Bei der zweiten und jeder späteren Inanspruchnahme der Kapitalzusage werden Stammaktien zum Ausgabepreis in Höhe des Nettoinventarwerts pro Stammaktie der jeweiligen Klasse ausgegeben, der zum Bewertungstermin unmittelbar nach dem entsprechenden Tag der Inanspruchnahme der Kapitalzusage berechnet wird. In diesem Fall werden Stammaktien der jeweiligen Klasse an dem Berechnungstermin zugeteilt, der auf den jeweiligen Bewertungstermin folgt (daher stehen die mit diesen Stammaktien der jeweiligen Klasse verbundenen Rechte dem jeweiligen Anleger in seiner Funktion als Kommanditaktionär nicht vor dem Berechnungstermin zu, der gleichzeitig der Tag ist, an dem das Eigentum dieser Stammaktien im Aktionärsregister reflektiert wird).

Von der Gesellschaft werden keine Stammaktien einer Klasse ausgegeben, solange die Ermittlung des Nettoinventarwerts der Stammaktien der jeweiligen Klasse durch den Komplementär ausgesetzt ist, wie in Artikel 11 dieser Satzung erwähnt. Falls die Ermittlung des Nettoinventarwerts pro Stammaktie einer Klasse ausgesetzt ist, erfolgt die Ausführung anhängiger Zeichnungen von Stammaktien der jeweiligen Klasse auf der Grundlage des nächsten Nettoinventarwerts pro Stammaktie der jeweiligen Klasse, der zu dem auf das Ende des Aussetzungszeitraums folgenden Bewertungstag ermittelt wird.

Inanspruchnahme der Kapitalzusagen erfolgt grundsätzlich, indem fünf (5) Bankgeschäftstage vor dem Tag der Inanspruchnahme eine Mitteilung über die Inanspruchnahme an die Anleger übermittelt wird. Es liegt im Ermessen des Komplementärs, diesen Zeitraum in angemessenem Umfang zu verkürzen.

Der Komplementär kann beschließen, den Ausgabepreis um Gebühren, Provisionen und Kosten zu erhöhen, die im Prospekt offengelegt sind.

7.2 Einschränkungen hinsichtlich der Zeichnung von Stammaktien

Die Stammaktien können nur von qualifizierten Anlegern gezeichnet werden; das sind gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004:

- (a) Institutionelle Anleger, und
- (b) professionelle Anleger, d.h., solche Anleger, bei denen nach luxemburgischem Recht angenommen wird, dass sie über den Sachverstand, die Kenntnisse und die Erfahrung verfügen, um eigene Anlageentscheidungen treffen und das von ihnen eingegangene Risiko angemessen beurteilen zu können; und
- (c) jeder andere sachkundige Anleger, der die nachstehenden Anforderungen erfüllt:
 - (i) erklärt schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger und investiert den Gegenwert von mindestens einhundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 125.000,-) in USD in die Gesellschaft, oder
 - (ii) erklärt schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger und überreicht eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts, eines anderen professionellen Anlegers aus dem Finanzsektor, der den Wohlverhaltensregeln im Sinne des Artikels II der Richtlinie 93/22/EWG unterliegt, oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in Risikokapital einschätzen zu können.

Außerdem müssen qualifizierte Anleger, wie in der Zeichnungsvereinbarung näher ausgeführt, (a) «qualified purchasers» im Sinne von Ziffer 2(a)(51) des US Investment Company Act von 1940 in der jeweils geltenden Fassung, und (b) «accredited investors» im Sinne von Regulation D des US Securities Act von 1933 in der jeweils geltenden Fassung sein.

Der Komplementär kann eine Zeichnung von Stammaktien nach freiem Ermessen annehmen oder ablehnen. Er kann außerdem einschränken oder verhindern, dass vom Komplementär bestimmte nicht erwerbsberechtigte Personen Eigentum an Stammaktien haben, oder verlangen, dass ein Anleger Informationen beibringt, die er für erforderlich halten darf um zu entscheiden, ob dieser eine nicht erwerbsberechtigte Person ist oder sein wird.

Natürliche Personen können keine qualifizierten Anleger sein.

7.3 Verzugsregelungen

Falls ein Kommanditaktionär einer Inanspruchnahme der Kapitalzusage zu einem in einer Mitteilung über die Inanspruchnahme angegebenen Tag der Inanspruchnahme nicht nachkommt, kann der Komplementär erklären, dass es sich bei diesem Kommanditaktionär um einen in Verzug befindlichen Anleger handelt.

Außer bei Verzicht seitens des Komplementärs hat dies die folgenden Konsequenzen:

a) Von dem in Verzug befindlichen Anleger kann Schadenersatz in Höhe von fünfundzwanzig Prozent (25%) seiner Kapitalzusage gefordert werden;

b) Ausschüttungen an den in Verzug befindlichen Anleger können solange aufgerechnet oder einbehalten werden, bis der Gesellschaft geschuldete Beträge vollständig beglichen sind, und

c) der Komplementär kann außerdem Vertragsstrafen einfordern oder Maßnahmen treffen, die der Komplementär der GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. nach dem Limited Partnership Agreement gegenüber einem in Verzug befindlichen Kommanditisten der GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. einfordern oder treffen kann.

Außerdem kann der Komplementär jede der nachstehenden Maßnahmen treffen:

a) Er kann veranlassen, dass die Gesellschaft die Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers an der Gesellschaft zurückerkauft und dem in Verzug befindlichen Anleger einen Betrag in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts seiner Beteiligung an der Gesellschaft (berechnet zu dem auf den Verzugseintritt unmittelbar folgenden Bewertungstag) zahlt, wobei die Zahlung des Rücknahmeerlöses zu dem von dem Komplementär festgesetzten Termin, spätestens aber während der Liquidation der Gesellschaft erfolgt, und/oder

b) er kann den nicht in Verzug befindlichen Anlegern ein Recht zum anteiligen Erwerb der Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts der Beteiligung des in Verzug befindlichen Anlegers an der Gesellschaft einräumen. Die nicht in Verzug befindlichen Anleger, die dieses Recht ausüben wünschen, müssen dem Komplementär davon Mitteilung machen, der dann innerhalb von fünf (5) Bankgeschäftstagen nach Erhalt dieser Mitteilung die Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers den nicht in Verzug befindlichen Anlegern anteilig anbietet. Bei Annahme des Angebots teilt jeder nicht in Verzug befindliche Anleger dem Komplementär mit, bezüglich wie vieler der ihm anteilig angebotenen Stammaktien er das Angebot annimmt. Jeder nicht in Verzug befindliche Anleger gibt außerdem an, ob er bereit wäre, weitere Stammaktien zu erwerben, und wie viele Stammaktien er bereit wäre, zusätzlich zu erwerben, falls nicht alle nicht in Verzug befindlichen Anleger/Anteilhaber das Angebot des Komplementärs annehmen. Falls nicht alle nicht in Verzug befindlichen Anleger das Angebot in vollem Umfang annehmen, werden die verbleibenden Stammaktien an diejenigen nicht in Verzug befindlichen Anleger verkauft, die zum Ausdruck gebracht haben, dass sie bereit sind, zusätzliche Stammaktien zu erwerben. Wenn lediglich ein nicht in Verzug befindlicher Anleger das Angebot annimmt, können alle Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers an diesen nicht in Verzug befindlichen Anleger verkauft werden. Wenn allerdings nicht bezüglich sämtlicher Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers ein Kaufinteresse seitens der nicht in Verzug befindlichen Anleger angemeldet wird, kann der Komplementär alle Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts von dessen Beteiligung an der Gesellschaft beliebigen Dritten zum Erwerb anbieten;

c) er kann die Kapitalzusagen des in Verzug befindlichen Anlegers herabsetzen oder kündigen, und/oder

d) er kann jeden anderen Rechtsbehelf ausüben, der ihm nach geltendem Recht zusteht.

Im Falle einer Rücknahme der Stammaktien des in Verzug befindlicher Anlegers nach lit. a) oder b) oben werden von dem an die in Verzug befindlichen Anleger zu zahlenden Rücknahmeerlös solche Beträge abgezogen, die der in Verzug befindliche Anleger der Gesellschaft oder den nicht in Verzug befindlichen Anlegern schuldet.

Den Kommanditaktionären kann eine weitere Mitteilung über die Inanspruchnahme übermittelt werden, um einen durch einen in Verzug befindlichen Anleger entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei die noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen der jeweiligen Kommanditaktionäre nicht überschritten werden dürfen); und mit vorheriger Zustimmung des Komplementärs können neue Kommanditaktionäre in die Gesellschaft aufgenommen werden, um so die Einlagen des in Verzug befindlichen Anlegers zu ersetzen, wobei die SICAR nie mehr als dreißig (30) Anteilhaber haben darf.

8. Übertragung von Anteilen.

8.1 Übertragung des Komplementäranteils

Die in Artikel 8.2 dieser Satzung dargestellten Übertragungsbeschränkungen gelten nicht für die Übertragung des Komplementäranteils.

Der Komplementäranteil ist frei übertragbar nur auf ein verbundenes Unternehmen des Komplementärs, sofern der Übertragungsempfänger alle Rechte und Pflichten übernimmt, die dem Komplementär aufgrund seiner Stellung als Inhaber des Komplementäranteils entstehen, und der Übertragungsempfänger keine natürliche Person ist.

8.2 Übertragung der Stammaktien

8.2.1 Allgemeine Übertragungsbeschränkungen

Vorbehaltlich einer anderslautenden Bestimmung in dieser Satzung darf ein Kommanditaktionär ohne vorherige schriftliche Zustimmung des Komplementärs keinen Verkauf, keine Abtretung und keine Übertragung von Stammaktien an einen Übertragungsempfänger vornehmen. Die Zustimmung des Komplementärs kann aus angemessenem Grund, beispielsweise einem der nachstehend aufgeführten Gründe, verweigert werden:

- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung nachteilig für die Gesellschaft oder GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. wäre oder sein könnte, oder der Gesellschaft, dem Komplementär oder GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. (oder einem von deren verbundenen Unternehmen) Abgaben oder Steuern entstehen würden oder könnten, die ansonsten nicht entstehen würden;
- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung von Stammaktien im Ergebnis einen Verstoß gegen luxemburgisches Recht, insbesondere Gesetz vom 15. Juni 2004 zur Folge hätte;
- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung einen Verstoß gegen sonstiges Recht, Bestimmungen oder Regelungen der Satzung oder des Prospekts der Gesellschaft darstellt, oder falls der Komplementär der Auffassung ist, dass der vorgesehene Erwerber nicht in der Lage ist, seine ihm nach dieser Satzung obliegenden Verpflichtungen im Hinblick auf Kapitalzusagen zu erfüllen;
- wenn die Übertragung zu einer Überschreitung der Gesamtzahl von maximal 30 Anteilhabern an der Gesellschaft führt;
- wenn der Übertragungsempfänger kein qualifizierter Anleger ist.

In Ergänzung dazu sind Übertragungen von Stammaktien zulässig, solange die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- Deren Käufer, Erwerber oder Übertragungsempfänger (der «Übertragungsempfänger») muss als qualifizierter Anleger einzustufen sein.
- Der Übertragungsempfänger muss schriftlich alle übrigen Verpflichtungen des Verkäufers oder Veräußerers von Stammaktien (der «Übertragende») in Zusammenhang mit seiner Stellung als Inhaber von Stammaktien (insbesondere die Verpflichtung, die noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen) aus der von dem Übertragenden abgeschlossenen Zeichnungsvereinbarung vollständig und umfassend übernehmen.
- Der Übertragende haftet weiterhin gesamtschuldnerisch mit dem Übertragungsempfänger für alle übrigen Verpflichtungen in Zusammenhang mit seiner Stellung als Inhaber von Stammaktien (insbesondere für die Verpflichtung, die noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen);
- Der Übertragende übernimmt eine unwiderrufliche und unbedingte Garantie gegenüber der Gesellschaft und gegebenenfalls dem Komplementär dahingehend, dass der Übertragungsempfänger alle Verpflichtungen aus seiner Stellung als Inhaber von Anteilen ordnungsgemäß erfüllt (insbesondere die Verpflichtung, die noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen), und er wird die Betroffenen im rechtlich zulässigen Umfang insoweit schadlos halten.

8.2.2 Übertragungsbeschränkungen für die Übertragung von Stammaktien im Besitz einer deutschen Versicherungsgesellschaft

Solang und soweit Stammaktien von einer deutschen Versicherungsgesellschaft als Sicherungsvermögen (gemäß § 66 VAG in der jeweils geltenden Fassung) oder sonstiges gebundenes Vermögen (gemäß § 51 Abs. 1 oder § 115 VAG in ihrer jeweils geltenden Fassung) gehalten werden, dürfen diese Stammaktien nicht ohne vorherige Genehmigung des gemäß § 70 VAG in der jeweils geltenden Fassung ernannten Treuhänders des jeweiligen Anteilhabers oder seines bevollmächtigten Vertreters veräußert werden.

Allerdings sind Stammaktien, die mittelbar oder unmittelbar von einer deutschen Versicherungsgesellschaft gehalten werden und die zu ihrem Sicherungsvermögen oder ihrem sonstigen gebundenen Vermögen gehören, frei übertragbar und eine solche Übertragung bedarf keiner Genehmigung der anderen Anteilhaber oder des Komplementärs. Vor einem Verkauf, einer Abtretung oder Übertragung von Stammaktien und/oder noch nicht in Anspruch genommener Kapitalzusagen hat die deutsche Versicherungsgesellschaft der Gesellschaft eine schriftliche Anfrage hinsichtlich der Anzahl der Anteilhaber an der Gesellschaft zu übermitteln und die Gesellschaft ist verpflichtet, diese Auskunft zu erteilen. Jede deutsche Versicherungsgesellschaft verpflichtet sich, keine Stammaktien zu verkaufen, abzutreten oder zu übertragen, wenn dies gemäß der von der Gesellschaft erteilten Auskunft zu einer Überschreitung der Gesamtzahl von maximal 30 Anteilhabern an der Gesellschaft führt. Keinesfalls wird eine deutsche Versicherungsgesellschaft in ihrem Eigentum stehende Stammaktien verkaufen, abtreten oder übertragen, wenn der Übertragungsempfänger kein qualifizierter Anleger ist.

Bei Übertragung einer Stammaktie, die mittelbar oder unmittelbar von einem Anteilhaber gehalten wird, der eine deutsche Versicherungsgesellschaft ist, übernimmt und haftet der Übertragungsempfänger allein für sämtliche Verbind-

lichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich dieser Stammaktie (einschließlich sämtlicher verbleibenden Verpflichtungen betreffend den Übertragenden, die dieser gemäß dem Zeichnungsvertrag eingegangen ist, wobei zur Klarstellung darauf hingewiesen wird, dass dies jegliche Zahlungsverpflichtung im Hinblick auf die noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen umfasst) und der Übertragende ist von sämtlichen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen befreit (und haftet nicht länger dafür). Sobald der Übertragende seine Stammaktien übertragen hat, hat er diesbezüglich keinerlei Verpflichtungen aus dem Prospekt oder in Hinblick auf die Gesellschaft betreffend die noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen oder die Anteile mehr.

9. Rücknahme von Anteilen. Bei der Gesellschaft handelt es sich um eine geschlossene Gesellschaft. Dementsprechend kauft sie ihre Stammaktien nicht auf Verlangen der Kommanditaktionäre zurück.

Stammaktien können allerdings gemäß den von dem Komplementär festgelegten Bedingungen und innerhalb der rechtlich, im Prospekt und der Satzung vorgesehenen Grenzen zurückgenommen werden, wenn dies nach Auffassung des Komplementärs im Interesse der Gesellschaft ist. Insbesondere können Stammaktien einer Klasse nach Wahl des Komplementärs anteilig von den vorhandenen Kommanditaktionären zurückgenommen werden, um bei Veräußerung von Kapitalanlagen durch die Gesellschaft Nettoerträge aus diesen Anlagen an die Kommanditaktionäre ausschütten zu können, unbeschadet anderer Ausschüttungen gemäß Artikel 28 dieser Satzung. Der Rücknahmepreis pro Stammaktie ist der Nettoinventarwert pro Stammaktie der jeweiligen Klasse zum von dem Komplementär nach dessen Ermessen festgesetzten Bewertungstag, abzüglich möglicher Abgaben und Kosten, die in Zusammenhang mit der Veräußerung der Anlagen zum Rücknahmetag und zum Zwecke der Rücknahme gegebenenfalls anfallen. Der Rücknahmepreis pro Stammaktie wird innerhalb einer von dem Komplementär zu bestimmenden Frist gezahlt, die nicht länger sein darf als 30 Bankgeschäftstage ab dem für die Rücknahme festgesetzten Termin.

Wenn es der Gesellschaft scheint, dass eine nicht erwerbsberechtigte Person, der das Halten von Stammaktien an der Gesellschaft untersagt ist, tatsächlich Stammaktien hält, kann die Gesellschaft außerdem die von einer solchen nicht erwerbsberechtigten Person gehaltenen Stammaktien gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts der Beteiligung der nicht erwerbsberechtigten Person an der Gesellschaft an die betreffende Person zwangsweise zurücknehmen. Die Zahlung des Rücknahmeerlöses an die nicht erwerbsberechtigte Person erfolgt zu dem vom Komplementär festgesetzten Termin, spätestens aber während der Liquidation der Gesellschaft. Falls die Gesellschaft von einer nicht erwerbsberechtigten Person gehaltene Stammaktien zwangsweise zurücknimmt, kann der Komplementär den Kommanditaktionären (ohne die nicht erwerbsberechtigte Person) ein Recht zum anteiligen Erwerb der Stammaktien der nicht erwerbsberechtigten Person gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts der Beteiligung der nicht erwerbsberechtigten Person an der Gesellschaft einräumen, ohne hierzu verpflichtet zu sein.

Steuern, Provisionen und andere Kosten in Zusammenhang mit dem Rücknahmeerlös (einschließlich Steuern, Provisionen und Gebühren, die in einem Land anfallen, in dem Anteile verkauft werden), werden im Wege einer Reduzierung der Rücknahmeerlöse belastet. Von der Gesellschaft zurückgekaufte Anteile dürfen nicht wieder ausgegeben werden und sind gemäß geltendem Recht zu löschen.

10. Umwandlungen von Aktien. Umwandlungen von Stammaktien einer Klasse in Stammaktien einer anderen Klasse sind nicht erlaubt.

11. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil.

11.1 Berechnung

Der Nettoinventarwert des Komplementäranteils und jeder Klasse von Stammaktien wird in Verantwortung des Komplementärs von der zentralen Verwaltungsstelle vierteljährlich, jeweils zum letzten Bankgeschäftstag im März, Juni, September und Dezember eines jeden Jahres und jedem anderen von dem Komplementär festgesetzten Bankgeschäftstag in USD bestimmt.

Der Wert des Nettovermögens der Gesellschaft ist gleich der Differenz zwischen dem Wert des konsolidierten Bruttovermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Der Nettoinventarwert pro Klasse von Stammaktien entspricht an einem Bewertungstag der Differenz zwischen dem Wert des einer Klasse von Stammaktien zuordenbaren Bruttovermögens der Gesellschaft und dem Wert der Klasse von Stammaktien zuordenbaren Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Wert des Vermögens der Gesellschaft wird ermittelt wie folgt:

1) Als Wert von Barmitteln oder Festgeld, Wechseln, Zahlungsaufforderungen und Außenständen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinsen, die wie oben beschrieben festgesetzt wurden oder angefallen und noch nicht vereinnahmt worden sind, gilt der gesamte jeweilige Betrag, außer wenn dessen Empfang in voller Höhe unwahrscheinlich ist; in solchen Fällen ergibt sich der Wert nach Vornahme eines Abzugs in einem Umfang, den der Komplementär für erforderlich hält, um den wahren Wert der jeweiligen Vermögenswerte wiederzugeben;

2) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage des letzten verfügbaren, veröffentlichten Börsen- oder Marktwerts bewertet;

3) sämtliche sonstigen Wertpapiere und anderen Vermögenswerte werden mit dem Verkehrswert («fair value») bewertet, der gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben und mit vom Komplementär festgesetzten Methoden ermittelt wird.

Der Wert sämtlicher Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in USD angegeben sind, wird zum Devisenmittelkurs an dem betreffenden Bewertungstag in USD umgerechnet. Wenn derartige Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben vom Komplementär oder mit von diesem festgesetzten Methoden ermittelt.

Risikokapitalanlagen, die nicht an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert oder an einem anderen geregelten Markt zum Handel zugelassen sind, und Risikokapitalanlagen, die an einer amtlichen Wertpapierbörse zugelassen sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, bei denen der letzte verfügbare Kurs den Marktwert nicht angemessen wiedergibt, werden auf Grundlage des mit hinreichender Wahrscheinlichkeit zu erwartenden Verkaufspreises ermittelt, der sorgfältig und gemäß dem Grundsatz von Treu und Glauben von dem Komplementär ermittelt wird, der die von der EUROPEAN PRIVATE EQUITY and VENTURE CAPITAL ASSOCIATION (EVCA) veröffentlichten Bewertungsrichtlinien zugrunde legt.

Genauer gesagt wird GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. mit dem zuletzt ermittelten Nettovermögenswert bewertet, den GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. der Gesellschaft mitgeteilt hat. GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. ermittelt diesen Nettovermögenswert vierteljährlich unter Anwendung der US-GAAP-Richtlinien, die zum Teil die Bewertung von Anlagen zum Verkehrswert («fair value») vorsehen.

GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. beabsichtigt, ihre Anlagen in Wertpapiere zunächst mit dem Anschaffungswert als Annäherung an den Verkehrswert («fair value») zu bewerten, und passt diese Bewertung später gemäß Festlegung ihres Komplementärs sowie unter Berücksichtigung von Wechselkursschwankungen an den Verkehrswert («fair value») an. Es wird davon ausgegangen, dass der Nettovermögenswert Anlagen umfasst, die vom Komplementär von GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. geschätzt werden, wenn es für dieselben keinen Markt gibt. Allerdings können die so geschätzten Werte wegen der mit Schätzungen verbundenen Unsicherheit erheblich von den Werten abweichen, die ermittelt worden wären, wenn es einen Markt für die Anlagen gegeben hätte, und die Differenz kann ganz erheblich sein.

Es liegt im Ermessen des Komplementärs, die Verwendung anderer Bewertungsmethoden zu gestatten, wenn diese nach seiner Auffassung den Verkehrswert («fair value») von Vermögen der Gesellschaft besser wiedergeben. Derartige Methoden werden dann konsistent angewendet. Die zentrale Verwaltungsstelle darf auf solche Änderungen vertrauen, die von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigt worden sind.

Der Wirtschaftsprüfer prüft die Berechnung des Nettoinventarwerts mindestens einmal jährlich.

11.2 Vorübergehende Aussetzung der Berechnung

Der Komplementär kann die Ermittlung des Nettoinventarwerts der Anteile aussetzen,

a) solange einer der wichtigsten Märkte oder sonstigen Wertpapierbörsen geschlossen ist, an denen ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist, (ohne dass es sich dabei um gewöhnliche Feiertage handelt,) oder solange der Handel dort eingeschränkt oder ausgesetzt ist; oder

b) solange in Folge politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder Umstände außerhalb der Kontrolle, des Verantwortungs- oder Einflussbereichs des Komplementärs eine Veräußerung von im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerten nicht in vernünftiger Weise und ohne erhebliche Nachteile für die Interessen der Anteilhaber möglich ist, oder falls nach Auffassung des Komplementärs Ausgabe-, Verkaufs- und/oder Rücknahmepreise nicht angemessen berechnet werden können; oder

c) solange eine Störung der üblicherweise verwendeten Wege der Kommunikation oder Mittel zur Berechnung des Preises von Vermögenswerten der Gesellschaft vorliegt, oder falls aus irgend einem Grund der Wert von Vermögenswerten der Gesellschaft, die für die Ermittlung des Nettoinventarwerts wesentlich sind (wobei der Komplementär über die Wesentlichkeit nach freiem Ermessen entscheiden kann) nicht so schnell und genau ermittelt werden kann, wie erforderlich; oder

d) solange der Wert einer (unmittelbar oder mittelbar) hundertprozentigen Tochtergesellschaft der Gesellschaft möglicherweise nicht genau zu ermitteln ist; oder

e) solange ein Transfer von Kapital in Zusammenhang mit Veräußerung oder Erwerb von Anlagen nach Einschätzung des Komplementärs nicht zu normalen Wechselkursen erfolgen kann; oder

f) wenn eine Einladung zur Hauptversammlung der Anteilhaber zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft veröffentlicht wird; oder

g) wenn aus einem beliebigen anderen Grund die Preise von Anlagen der Gesellschaft einschließlich der Anlage in GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS - C. L.P. sich nicht sofort oder genau ermitteln lassen.

Eine Mitteilung einer solchen Aussetzung wird veröffentlicht, wenn dies dem Komplementär angemessen erscheint.

Kapitel III.- Geschäftsführung

12. Ernennung des Komplementärs.

Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (private limited liability company; société à responsabilité limitée), in ihrer Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Kommanditaktionäre sind weder an der Geschäftsführung der Gesellschaft beteiligt, noch beeinflussen sie diese.

Der Komplementär kann seiner Stellung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber enthoben werden, der in der Weise gefasst wird, wie für eine Änderung der Satzung in Artikel 32 der Satzung vorgesehen.

Falls der Komplementär, wie im vorstehenden Absatz beschrieben, seiner Stellung enthoben wird, ernennt die Hauptversammlung der Anteilhaber durch einen Beschluss, der in der Weise gefasst wird, wie für eine Änderung der Satzung in Artikel 32 der Satzung vorgesehen, einen neuen Komplementär; dies erfolgt mit vorheriger Zustimmung der CSSF.

13. Befugnisse des Komplementärs. Der Komplementär ist im größtmöglichen Umfang befugt, die Gesellschaft zu verwalten und ihre Geschäfte zu führen, in jeder Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln, und sämtliche Maßnahmen und Transaktionen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Ziel der Gesellschaft in Einklang stehen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht von Gesetzes wegen oder nach dieser Satzung der Hauptversammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, stehen dem Komplementär zu.

Der Komplementär ist insbesondere befugt, über Anlageziele, -politik und -beschränkungen, die Richtung der Führung der geschäftlichen Angelegenheiten und Geschäftsführung der Gesellschaft zu entscheiden, wobei er an diese Satzung und geltendes Recht gebunden ist. Der Komplementär ist befugt, Verwaltungs-, Anlage- und Beraterverträge, sowie andere Verträge abzuschließen und Verpflichtungen einzugehen, die er für notwendig, nützlich oder ratsam zur Umsetzung des Gegenstands der Gesellschaft halten darf.

14. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs verpflichtet, der wiederum durch gemeinsame Unterschrift zweier seiner gesetzlichen Vertreter oder durch die gemeinsame Unterschrift zweier weiterer Personen, denen eine entsprechende Befugnis vom Komplementär übertragen wurde.

Kommanditaktionäre vertreten die Gesellschaft nicht.

15. Haftung des Komplementärs und der Kommanditaktionäre. Der Komplementär haftet mit der Gesellschaft für alle Verbindlichkeiten und Verluste, die sich nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft ersetzen lassen.

Die Kommanditaktionäre haben es zu unterlassen, für die Gesellschaft zu handeln, außer wenn sie ihre Rechte als Anteilhaber in Hauptversammlungen der Anteilhaber ausüben; sie haften im Rahmen ihrer Einlagen in die Gesellschaft.

16. Übertragung von Befugnissen; Beauftragte des Komplementärs. Der Komplementär kann jederzeit, wie für die Angelegenheiten und Führung der Geschäfte der Gesellschaft erforderlich, Amtsträger (officers) oder Beauftragte der Gesellschaft bestellen, wobei die Kommanditaktionäre nicht für die Gesellschaft tätig werden können, ohne den Vorteil ihrer beschränkten Haftung zu verlieren. Die so bestellten Amtsträger oder Beauftragten haben die ihnen vom Komplementär übertragenen Pflichten und Aufgaben.

Der Komplementär setzt die Aufgaben und (gegebenenfalls) die Vergütung solcher Anlageberater, Amtsträger (officers) oder Beauftragten fest, die Amtszeit und andere einschlägige, für deren Tätigkeit für die Gesellschaft geltende Bedingungen fest.

17. Interessenkonflikte. Die Gesellschaft schließt sämtliche Transaktionen zu zwischen unbeteiligten Dritten üblichen Bedingungen ab (on an arm's length basis).

Falls der Gesellschaft ein Anlagevorschlag unterbreitet wird, der (ganz oder teilweise) Vermögenswerte betrifft, die Eigentum eines Anteilhabers, eines Gesellschafters des Komplementärs, eines Mitglieds der Geschäftsführung oder eines verbundenen Unternehmens sind, oder wenn ein Anlagevorschlag von einem Anteilhaber, einem Gesellschafter des Komplementärs, einem Mitglied der Geschäftsführung oder einem verbundenen Unternehmen befürwortet wird, oder wenn er ein Unternehmen betrifft, dessen Anteile von einem Anteilhaber, einem Gesellschafter des Komplementärs, einem Mitglied der Geschäftsführung oder einem verbundenen Unternehmen gehalten werden, oder das von diesen Geld geliehen hat, auch wenn es sich dabei um ein Unternehmen handelt, das von einem Anteilhaber, einem Gesellschafter des Komplementärs, einem Mitglied der Geschäftsführung oder einem verbundenen Unternehmen verwalten, beraten oder gefördert wird, so wird der Anteilhaber, Gesellschafter des Komplementärs, Mitglied der Geschäftsführung oder das verbundene Unternehmen diesen Interessenkonflikt in vollem Umfang gegenüber dem Komplementär offen legen, der eine Entscheidung über die Anlage trifft.

Nach allgemeinen rechtlichen Grundsätzen wird eine solche Entscheidung von dem Komplementär der Gesellschaft und den Mitgliedern der Geschäftsführung in gesetzmäßiger und rechtschaffender Weise und gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben getroffen, wobei der Komplementär und die Mitglieder der Geschäftsführung Handlungen und Transaktionen immer gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben, zu Bedingungen, wie zwischen unbeteiligten Dritten üblich, und im Interesse der Gesellschaft, wie es sich nach ihrer Einschätzung darstellt, vornehmen (und nicht im Interesse eines Anteilhabers, eines Gesellschafters des Komplementärs, eines Mitglieds der Geschäftsführung oder eines verbundenen Unternehmens).

Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass Verträge oder andere Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einem sonstigen Unternehmen unberührt bleiben und nicht unwirksam werden, wenn der Komplementär oder ein Mitglied der Geschäftsführung ein Interesse an einem solchen anderen Unternehmen hat oder Direktor, Amtsträger (officer), Teilhaber oder Mitarbeiter ist. Der Komplementär oder ein Mitglied der Geschäftsführung, das als Direktor, Amtsträger (officer) oder Mitarbeiter eines Unternehmens tätig ist, mit dem die Gesellschaft Verträge schließt oder anderweitig Geschäfte macht, ist aufgrund seiner Verbindung zu dem anderen Unternehmen nicht gehindert, über Fragen zu beraten

oder abzustimmen oder Maßnahmen auszuführen, die mit einem derartigen Vertrag oder anderweitigen Geschäft in Zusammenhang stehen.

Anleger werden gebeten, auch die Hinweise zu Interessenkonflikten unter Artikel IX des Private Placement Memorandum und Artikel 5.7 des Limited Partnership Agreement zu berücksichtigen.

Kapitel IV.- Hauptversammlung der Anteilhaber

18. Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilhaber. Die regelmäßig abgehaltenen Versammlungen der Anteilhaber der Gesellschaft gelten als Vertretung sämtlicher Anteilhaber der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Anteilhaber beschließt nur über Angelegenheiten, die nicht gemäß dieser Satzung oder gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen dem Komplementär vorbehalten sind.

19. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber wird am dritten (3.) Donnerstag des Monats Juni um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, wobei der jeweilige Versammlungsort in der Einladung zu der Versammlung anzugeben ist. Sofern dieser Tag kein Bankgeschäftstag ist, wird die Versammlung an dem unmittelbar nachfolgenden Bankgeschäftstag abgehalten.

20. Weitere Hauptversammlungen. Der Komplementär kann weitere Hauptversammlungen der Anteilhaber einberufen. Der Komplementär ist verpflichtet, eine Hauptversammlung der Anteilhaber einzuberufen, sofern Anteilhaber, die ein Zehntel des Gesellschaftskapitals halten, dies für erforderlich halten und dem Komplementär eine diesbezügliche Mitteilung zusammen mit der Tagesordnung übermitteln. Die von dem Komplementär einzuberufende Hauptversammlung ist innerhalb eines Monats nach Eingang einer solchen, vorstehend genannten Mitteilung der Anteilhaber beim Komplementär abzuhalten.

Ort und Zeitpunkt solcher Hauptversammlungen ergibt sich aus den Einladungen zu den jeweiligen Versammlungen.

21. Einladungen zu Hauptversammlungen. Hauptversammlungen der Anteilhaber werden von dem Komplementär gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen einberufen.

Da es sich bei sämtlichen Anteilen um Namensaktien handelt, sind Einladungen an Anteilhaber per Einschreiben ausschließlich an die für die jeweiligen Anteilhaber eingetragenen Anschriften mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungstag zu verschicken. In diesen Einladungen sind die Zeit und der Ort, an dem die jeweilige Versammlung stattfinden wird, die Teilnahmevoraussetzungen sowie die Tagesordnung anzugeben. Außerdem ist der Einladung ein Hinweis auf die Erfordernisse des luxemburgischen Rechts im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit solcher Versammlungen und die für Beschlüsse erforderlichen Mehrheiten beizufügen.

Sofern sämtliche Anteilhaber bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, können sie auf sämtliche für die Einberufung von Versammlungen geltenden Erfordernisse und Formalitäten verzichten.

22. Anwesenheit, Vertretung. Sämtliche Anteilhaber sind berechtigt, an Hauptversammlungen der Anteilhaber teilzunehmen und das Wort zu ergreifen.

Anteilhaber können bei Hauptversammlungen der Anteilhaber handeln, indem die schriftlich, per Fax, Telegramm, Fernschreiben oder E-Mail eine andere Person, die kein Aktionär sein muss, zu ihrem Vertreter ernennen.

Bezüglich der Erfordernisse im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit von Versammlungen und die für Beschlüsse erforderlichen Mehrheiten gelten die per Video- oder Telefonkonferenz oder mit Hilfe sonstiger, die Feststellung der Identität der Anteilhaber ermöglichender Telekommunikationsmittel an einer Hauptversammlung teilnehmenden Anteilhaber als bei der Versammlung anwesend. Insoweit verwendete Telekommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

23. Verfahrensweise. Den Vorsitz von Hauptversammlungen von Anteilhabern führt der Komplementär oder eine von dem Komplementär insoweit benannte Person.

Der Vorsitzende einer Hauptversammlung von Anteilhabern ernennt einen Versammlungssekretär.

Bei jeder Hauptversammlung der Anteilhaber wird unter den anwesenden oder vertretenen Anteilhabern ein Stimmzähler ausgewählt.

Die vorstehend in Artikel 23 genannten Personen bilden zusammen das Büro der Hauptversammlung der Anteilhaber.

24. Stimmabgabe. Jeder Anteil berechtigt seinen Inhaber zur Abgabe einer Stimme.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung werden sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Anteilhaber mit der einfachen Mehrheit der von den bei einer Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteilhaber abgegebenen Stimmen gefasst, und dies unabhängig des bei der Versammlung vertretenen Anteils am Gesellschaftskapital. Gemäß dieser Satzung sowie in dem nach dem Gesetz vom 10. August 1915 zulässigen Rahmen steht die Wirksamkeit von Entscheidungen, die von der Hauptversammlung der Anteilhaber gefasst werden, unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung des Komplementärs.

25. Protokoll. Das Protokoll jeder Hauptversammlung der Anteilhaber ist von dem Vorsitzenden der Versammlung, dem Versammlungssekretär und dem Stimmzähler zu unterzeichnen.

Abschriften oder Auszüge aus solchen Protokollen, die im Zusammenhang mit Gerichtsverfahren oder anderweitig eingereicht werden sollen, sind von dem Komplementär zu unterzeichnen.

Kapitel V.- Geschäftsjahr, Gewinnausschüttungen

26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres.

27. Wirtschaftsprüfer. Der Jahresabschluss der Gesellschaft ist von einem oder mehreren, von der Hauptversammlung der Anteilhaber bestellten Wirtschaftsprüfern zu prüfen, die von der Gesellschaft zu vergüten sind.

Die Wirtschaftsprüfer müssen sämtliche Erfordernisse des Gesetzes vom 15. Juni 2004 erfüllen.

28. Ausschüttungen.

28.1 Allgemeine Bestimmungen

Die Hauptversammlung der Anteilhaber wird auf Vorschlag des Komplementärs festlegen, wie ausschüttungsfähige Mittel zu behandeln sind, und kann im Zusammenhang mit der Feststellung des Jahresabschlusses Ausschüttung erklären und/oder die Zahlung von Dividenden ankündigen.

Außerdem kann der Komplementär entscheiden, dass gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004 Zwischendividenden gezahlt werden.

Ausschüttungen werden an jeden Kommanditaktionär anteilig entsprechend der Anzahl der von dem jeweiligen Kommanditaktionär gehaltenen Stammaktien der jeweiligen Klasse gezahlt.

Es wird keine Ausschüttung vorgenommen, sofern das Grundkapital der Gesellschaft infolgedessen unter das gesetzliche Mindestkapital fällt, das dem Gegenwert von einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) in USD entspricht.

Ausschüttungsfähige Mittel werden an die Kommanditaktionäre ausgeschüttet und nicht für eine Anlage in andere Risikokapitalanlagen verwendet.

28.2 Aufrechnung

Der Komplementär ist berechtigt, ausschüttungsfähige Mittel, die an einen Kommanditaktionär zahlbar sind, mit Zahlungsverpflichtungen aufzurechnen, die der jeweilige Kommanditaktionär aus seiner Zeichnungsvereinbarung gegenüber der Gesellschaft hat. Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass dies auch für Zahlungsverpflichtungen eines solchen Kommanditaktionärs gegenüber der Gesellschaft in dem Falle gilt, dass sich der jeweilige Kommanditaktionär gemäß Artikel 7.3 dieser Satzung in Verzug befindet.

In jedem Fall werden Ausschüttungen und sonstige Auszahlungen erst getätigt, nachdem die Gesellschaft gegebenenfalls angemessene Rückstellungen für ihr angefallene oder noch anfallende Kosten und Gebühren gebildet hat.

Sämtliche Ausschüttungen erfolgen ohne von der Gesellschaft zahlbare Einkommen- oder Quellensteuern oder sonstige Steuern, zuzüglich gegebenenfalls bei der Gesellschaft eingegangene Quellensteuern auf Zinsen oder Dividenden oder Kapitalertragssteuern oder Quellensteuern auf die Anlagen der Gesellschaft.

Sämtliche Ausschüttungen erfolgen in USD.

Kapitel VI- Auflösung, Liquidation

29. Auflösungsgründe.

29.1 Laufzeit der Gesellschaft

Vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 4 dieser Satzung löst sich die Gesellschaft nach dem Ende ihrer Laufzeit von Rechts wegen auf.

29.2 Geschäfts- oder Handlungsunfähigkeit des Komplementärs

Die Geschäftsunfähigkeit, Auflösung, der Rücktritt, das Ausscheiden, die Insolvenz oder der Bankrott des Komplementärs oder sonstige Gründe, die nach geltendem Recht zur Folge haben, dass der Komplementär handlungsunfähig wird, führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft. Zur Klarstellung sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass eine Übertragung des Komplementäranteils durch den Komplementär gemäß Artikel 32 dieser Satzung keine Auflösung der Gesellschaft zur Folge hat.

Im Falle der in dem vorstehenden Absatz erwähnten Geschäfts- oder Handlungsunfähigkeit des Komplementärs bestellt die Hauptversammlung der Anteilhaber aufgrund eines für die Änderung dieser Satzung gemäß Artikel 32 der Satzung zu fassenden Beschlusses vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF einen neuen Komplementär.

29.3 Freiwillige Auflösung

Auf Vorschlag des Komplementärs sowie vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung kann die Gesellschaft vor dem Ende ihrer Laufzeit aufgrund eines für die Änderung dieser Satzung gemäß Artikel 32 der Satzung zu fassenden Beschlusses aufgelöst werden.

30. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft ist eine solche Auflösung von einem oder mehreren Liquidatoren durchzuführen (die natürliche oder juristische Personen sein können), die von den Anteilhabern bestellt werden, die auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegen. Dabei müssen die Liquidatoren von der CSSF genehmigt werden, deren Ehrenhaftigkeit und professionelle Fähigkeiten gewährleistet sein müssen.

Nach Zahlung sämtlicher Schulden der Gesellschafter und sonstiger von ihr zahlbarer Beträge sowie nachdem die im Zusammenhang mit der Liquidation entstehenden Ausgaben bestritten worden sind, werden die Nettovermögenswerte an die Anteilinhaber anteilig gemäß der Anzahl der von ihnen gehaltenen Anteile ausgeschüttet.

Kapitel VII- Schlussbestimmungen

31. Die Depotbank. Gemäß den Erfordernissen des Gesetzes vom 15. Juni 2004 wird die Gesellschaft mit einer Bank oder einem Kreditinstitut gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in der jeweils geltenden Fassung einen Depotvertrag abschließen.

Die Depotbank hat die in dem Gesetz vom 15. Juni 2004 beschriebenen Pflichten und Verantwortlichkeiten.

Sofern die Depotbank aus dem Vertragsverhältnis ausscheiden möchte, wird sich der Komplementär nach besten Kräften bemühen, eine Nachfolgerdepotbank zu finden und wird diese als Nachfolgerin der ausscheidenden Depotbank bestellen. Der Komplementär kann den Vertrag mit der Depotbank beenden, wird der Depotbank jedoch erst dann kündigen, wenn eine Nachfolgerdepotbank bestellt und diese bereit ist, anstelle der Depotbank zu handeln. Sowohl im Falle des freiwilligen Ausscheidens der Depotbank als sich in dem Falle, dass der Komplementär den Vertrag mit der Depotbank kündigt, wird die Depotbank bis zu ihrer Ablösung, die innerhalb von zwei Monaten erfolgen muss, sämtliche Maßnahmen ergreifen, die erforderlich sind, um die Interessen der Anleger angemessen zu wahren.

32. Änderung dieser Satzung. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung, sowie in dem gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 zulässigen Rahmen, sind gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zum Zwecke der Änderung der Satzung einberufene Hauptversammlungen der Anteilinhaber, oder sonstige gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zum Zwecke der Lösung von Angelegenheiten einberufene Versammlungen, in deren Zusammenhang die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen oder die Bestimmungen dieser Satzung auf für Änderungen dieser Satzung anwendbare Bestimmungen verweisen, beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Sofern eine solche Beschlussfähigkeit nicht gegeben ist, wird eine zweite Hauptversammlung der Anteilinhaber einberufen, die unabhängig von dem bei dieser zweiten Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital wirksam Beschlüsse fasst.

Bei beiden Versammlungen sind Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der von den bei der Versammlung jeweils anwesenden oder vertretenen Anteilinhabern abgegebenen Stimmen zu fassen. Gemäß dieser Satzung und dem Gesetz vom 10. August 1915 steht die Wirksamkeit von Änderungen dieser Satzung durch die Hauptversammlung der Anteilinhaber unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung des Komplementärs.

33. Schadloshaltung. Weder dem Komplementär noch einem seiner verbundenen Unternehmen, Gesellschafter, Amtsträger, Direktoren, Mitglieder, Mitarbeiter, Teilhaber, Beauftragten, Vertreter oder deren jeweiligen verbundenen Unternehmen (gemeinsam «schadlos zu haltende Parteien» genannt) kommt irgendeine Haftung, Verantwortlichkeit oder Rechenschaftspflicht für Schadensersatzleistungen oder in sonstiger Weise gegenüber einem Anteilinhaber zu. Die Gesellschaft verpflichtet sich, jede schadlos zu haltende Partei im Hinblick auf sämtliche Verbindlichkeiten, Verpflichtungen, Verluste, Schäden, Geldstrafen, Klagen, Urteile, Prozesse, Verfahren, Kosten, Ausgaben und sonstige Aufwendungen jeder Art (einschließlich insbesondere angemessene Rechtsanwalts honorare, sowie im Zusammenhang mit der Verteidigung und Berufung gegen Klagen und der Beilegung von gegen die schadlos zu haltenden Parteien oder die Gesellschaft anhängigen oder angedrohten Prozessen, Klagen und Verfahren) schadlos zu halten bzw. sie insoweit zu entschädigen oder zu schützen. Gleiches gilt für die Kosten von sämtlichen in diesem Zusammenhang geführten Untersuchungen, die den schadlos zu haltenden Parteien auferlegt werden, ihnen entstehen oder deren Begleichung von ihnen in Verbindung mit oder aufgrund von Handlungen oder Unterlassungen seitens der Gesellschaft oder der schadlos zu haltenden Parteien verlangt werden kann, wenn diese für die Gesellschaft oder für im Namen der Gesellschaft handelnde Beauftragte handeln. Dies gilt unter dem Vorbehalt, dass der Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter der Gesellschaft gegenüber der Gesellschaft für den Teil der Verbindlichkeiten, Verpflichtungen, Verluste, Schäden, Geldstrafen, Klagen, Urteile, Prozesse, Verfahren, Kosten Ausgaben oder sonstigen Aufwendungen jeder Art (einschließlich insbesondere angemessene Rechtsanwalts honorare, sowie im Zusammenhang mit der Verteidigung und Berufung gegen Klagen und der Beilegung von gegen die schadlos zu haltenden Parteien oder die Gesellschaft anhängigen oder angedrohten Prozessen, Klagen und Verfahren) haftet, verantwortlich und rechenschaftspflichtig ist, die aufgrund eines Betrugs oder grob fahrlässigen oder absichtlichen Fehlverhaltens des Komplementärs entstehen.

Bei Klagen, Prozessen oder Verfahren gegen die Gesellschaft oder eine schadlos zu haltende Partei, die tatsächlich oder angeblich in Verbindung mit einer solchen Handlung oder Unterlassung entstehen, sind die schadlos zu haltenden Parteien berechtigt, gemeinsam auf Kosten der Gesellschaft einen Rechtsberater ihrer Wahl zu beauftragen, der für die Gesellschaft in Anbetracht der jeweiligen Klage, bzw. des Prozesses oder Verfahrens unter angemessenen Gesichtspunkten annehmbar sein muss. Sofern in dieser Weise ein gemeinsamer Rechtsberater beauftragt wird, kann eine schadlos zu haltende Partei trotzdem auf ihre Kosten noch weitere Rechtsberater beauftragen.

Sofern festgestellt wird, dass eine schadlos zu haltende Partei einen Betrug begangen, grob fahrlässig gehandelt oder sich eines absichtlichen Fehlverhaltens schuldig gemacht hat, sind von der schadlos zu haltenden Partei sämtliche von der Gesellschaft für sie gemäß den Bestimmungen des vorangehenden Absatzes beglichenen Kosten zu tragen.

34. Geltendes recht. Sämtliche nicht dieser Satzung unterliegenden Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 und des Gesetzes vom 15. Juni 2004.

Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehenden Ausgaben, Kosten, von ihr zu entrichtenden Vergütungen und in sonstiger Weise zu bestreitenden Aufwendungen belaufen sich auf schätzungsweise viertausend siebenhundert Euro (€ 4.700,-).

Da keine weiteren Tagesordnungspunkte mehr ausstanden und niemand das Wort ergriff wurde die Versammlung beendet.

Worüber Urkunde, aufgenommen an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text noch eine deutsche Version folgt. Auf Wunsch der Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Nachdem der Notar das vorliegende Dokument den Erschienenen, deren Vor- und Nachnamen, Zivilstand und Wohnsitz ihm bekannt sind, haben die Erschienenen und der Notar diese Urkunde gemeinsam unterzeichnet.

Gezeichnet: J. Siebenaller, M. Smiltins, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2007. Relation: LAC/2007/15623. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 3. Juli 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007069098/202/1585.

(070085484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2007.

EB Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.900,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 109.998.

Auszug der Beschlüsse der Geschäftsführer der Gesellschaft vom 16. April 2007

Am 16. April 2007, haben die Geschäftsführer der Gesellschaft beschlossen den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Mai 2007, auf folgende Adresse zu verlegen:

69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Zum Vermerk im Luxemburger Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. Mai 2007.

EB LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2007064192/6565/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06350. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070067800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2007.

Stone Design Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1541 Luxembourg, 1C, boulevard de la Fraternité.

R.C.S. Luxembourg B 63.514.

Auszug der Beschlüsse der ordentlichen Generalversammlung vom 5. März 2004

Im Jahre 2004, den 5. März um 18.00 Uhr, sind die Aktionäre der Gesellschaft STONE DESIGN LUXEMBOURG S.A. in einer ordentlichen Generalversammlung zusammengetreten und haben einstimmig folgende Beschlüsse getroffen:

1. Da die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Delegierten des Verwaltungsrats abgelaufen sind, beschließt die Versammlung diese für sechs weitere Jahre zu verlängern.

Demzufolge besteht der Verwaltungsrat der Gesellschaft aus folgenden Mitgliedern bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2010:

- Herr Alex Vermast, Privatbeamter, wohnhaft in L-4040 Esch/Alzette, 14, rue Xavier Basseur (Delegierter des Verwaltungsrates)

- Herr Boris Angelsberg, Privatbeamter, wohnhaft in L-2680 Luxembourg, 3, rue de Vianden

- Herr Gérard Vermast, Ingenieur, wohnhaft in L-3936 Mondercange, 16, Op Féileschterkeppchen.

2. Da das Mandat des Aufsichtskommissar, Herr Jacques Vermast, Ingenieur, wohnhaft in L-1541 Luxemburg, 1C, boulevard de la Fraternité, auch abgelaufen ist, ist es für sechs weitere Jahre verlängert, d. h. bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2010.

Luxemburg, den 5. März 2004.

Signature.

Référence de publication: 2007064423/503/24.

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2007, réf. LSO-CE04663. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070067418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2007.

DBM Absolute Flex International OP, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion du fonds commun de placement DBM ABSOLUTE FLEX INTERNATIONAL OP a été déposée au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OPPENHEIM PRAMERICA ASSET MANAGEMENT S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2007069650/1999/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2007, réf. LSO-CF09497. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070084113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2007.

3M Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.500,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 110.230.

Auszug der Beschlüsse der Geschäftsführer der Gesellschaft vom 30. April 2007

Am 30. April 2007, haben die Geschäftsführer der Gesellschaft beschlossen den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Mai 2007, auf folgende Adresse zu verlegen:

69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Zum Vermerk im Luxemburger Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. Mai 2007.

3M ASSET MANAGEMENT S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2007064193/6565/18.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06349. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070067795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2007.

La Rose S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4936 Bascharage, 13, rue de la Reconnaissance Nationale.

R.C.S. Luxembourg B 53.894.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2007064010/3014/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 mai 2007, réf. LSO-CE02800. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070066988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2007.

Maninco Ltd, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11-15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 15.893.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2007.

Pour MANINCO Ltd

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2007063175/45/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 avril 2007, réf. LSO-CD02959. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070066169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2007.

Maps-Europe S.A., Société Anonyme,**(anc. Europe-Fermeture S.A.).**

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 69.299.

Le bilan au 31 décembre 1999 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064650/3220/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02457. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.**New Bati S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4751 Pétange, 161, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 107.825.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064654/3220/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02451. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.**MP Carrelage Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8557 Petit-Nobressart, 6, Noutemerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 105.140.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064656/3220/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02455. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Socad Informatique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 110.147.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007064668/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 mai 2007, réf. LSO-CE04725. - Reçu 20 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070068443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

**Maps-Europe S.A., Société Anonyme,
(anc. Europe-Fermeture S.A.).**

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 69.299.

Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064648/3220/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02458. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070068457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Advanced Capital Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 90.587.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 31 janvier 2007 que:

-Le siège social est transféré du 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg au 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mentions aux fins de publications au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007064964/6312/17.

Enregistré à Luxembourg, le 29 mai 2007, réf. LSO-CE05924. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070068509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Artisia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 125.327.

Extrait des résolutions adoptées en date du 11 avril 2007 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société.

- Le siège social de la société est transféré du 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARTISIA S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007064937/1211/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02131. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

BD Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 114.930.

Extrait des résolutions adoptées en date du 18 avril 2007 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société.

- Le siège social de la société est transféré du 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BD INVESTMENTS S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007064942/1211/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02127. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Sub Lecta 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 60.592.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 25 avril 2007

L'assemblée ratifie la cooptation de Monsieur Santiago Ramirez décidée par le conseil d'administration en sa réunion du 5 avril 2007.

Les mandats des administrateurs venant à échéance, l'assemblée décide de porter leur nombre à dix et de les élire comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Santiago Ramirez Larrauri, demeurant à Madrid (Espagne), président

Paolo Mattei, demeurant à Arco di Trento (Italie), administrateur

Andrea Minguzzi, demeurant à Bruxelles (Belgique), administrateur

Francisco Rudilla Molina, demeurant à Barcelona (Espagne), administrateur

Ignacio Cobo Bachiller, demeurant professionnellement à C/José Ortega y Gasset, no 25 - 1a planta, 28006 Madrid (Espagne), administrateur

Stefano Sostero, demeurant professionnellement à Via Senato, 12, 20121 Milan (Italie), administrateur

Francisco Javier de Jaime y Guijarro, demeurant professionnellement à C/José Ortega y Gasset, no 25 - 1a planta, 28006 Madrid (Espagne), administrateur

Luigi Lanari, demeurant à Milan (Italie), administrateur

Bruce Hardy McLain, demeurant à Londres (Grande-Bretagne), administrateur

Jose Antonio Torre de Silva, demeurant professionnellement à C/José Ortega y Gasset, no 25 - 1a planta, 28006 Madrid (Espagne), administrateur

pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2007.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le nommer comme suit:

Commissaire aux comptes:

ERNST & YOUNG S.A., 7 Parc d'Activité Syrdall, 5365 Munsbach, Luxembourg.

pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE
Banque domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2007064986/24/38.

Enregistré à Luxembourg, le 21 mai 2007, réf. LSO-CE04002. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Videomat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 72.048.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064660/3220/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2007, réf. LSO-CE04468. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

**E.S.C. Solutions S.A., Société Anonyme,
(anc. Night-Star S.A.).**

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.824.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 31 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064658/3220/13.

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2007, réf. LSO-CE04470. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Jufin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4944 Bascharage, 10, rue du Ruisseau.

R.C.S. Luxembourg B 83.473.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064652/3220/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02443. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Sal. Oppenheim jr. & Cie KGaA, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 42.697.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SAL OPPENHEIM JR. & CIE KGaA

A. Smyk / C. Goedert

Référence de publication: 2007064310/2148/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 mai 2007, réf. LSO-CE05075. - Reçu 200 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070067415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2007.

**Maps-Europe S.A., Société Anonyme,
(anc. Europe-Fermeture S.A.).**

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 69.299.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064651/3220/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02456. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

**Maps-Europe S.A., Société Anonyme,
(anc. Europe-Fermeture S.A.).**

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 69.299.

Le bilan au 31 décembre 2001 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064646/3220/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02459. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Restcon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1248 Luxembourg, 45, route de Bouillon.

R.C.S. Luxembourg B 105.177.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 31 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064706/607/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 mai 2007, réf. LSO-CE05119. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Euro Estate Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.

R.C.S. Luxembourg B 113.302.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2007.

Pour EURO ESTATE CAPITAL S.à r.l.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2007064721/536/16.

Enregistré à Luxembourg, le 24 mai 2007, réf. LSO-CE05113. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Marshgate Morangis, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 101.302.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Recueil des Sociétés et Associations.

MERCURIA SERVICES

Signature

Référence de publication: 2007064708/1005/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06386. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Phone Luxembourg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 109.388.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007064710/1005/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06392. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

IIB- Immobilien- und Industriebau A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 66.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2007.

Pour IIB-IMMOBILIEN-UND INDUSTRIEBAU A.G.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007064697/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2007, réf. LSO-CE02975. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

European Financing Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 101.070.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2007.

Pour EUROPEAN FINANCING PARTNERS S.A.

MERCURIA SERVICES S.A.

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2007064712/1005/16.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06391. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Phone Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.825.000,00.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 108.309.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007064714/1005/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06390. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

LSF IV TMK Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10B, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 88.713.

Rectificatif concernant les comptes 2004 de la société, déposés sous le numéro L060034291, en date du 18 avril 2006.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064719/5499/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2007, réf. LSO-CD07024. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Lintra Holding A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 26.638.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064717/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 mai 2007, réf. LSO-CE04729. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Inter Republic Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 39.821.

Le bilan au 31 décembre 2006 et les documents y relatifs ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 31 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064778/317/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 mai 2007, réf. LSO-CE05755. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

LNC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R.C.S. Luxembourg B 110.905.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007064780/1137/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06529. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Pinelands Marine Panama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 113.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2007.

PINELANDS MARINE PANAMA S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007064818/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2007, réf. LSO-CE03560. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Bank Hofmann Technical Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 96.867.

Le bilan au 30 septembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2007.

Pour BANK HOFMANN TECHNICAL STRATEGIES

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007064845/526/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2007, réf. LSO-CC02542. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

Equifax Luxembourg (No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.478.935,25.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 58.455.

Auszug der Beschlüsse der ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft vom 26. April 2007

Am 26. April 2007, haben die Gesellschafter der Gesellschaft beschlossen den Rücktritt des Herren Michael G. Schirk als Geschäftsführer der Gesellschaft anzunehmen mit Wirkung zum 2. März 2007.

Seitdem setzt sich der Geschäftsführerrrat der Gesellschaft wie folgt zusammen:

- Herrn Kent E. Mast;
- Herrn Arnaud Sagnard.

Zum Vermerk im Luxemburger Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. Mai 2007.

EQUIFAX LUXEMBOURG (NO. 2) S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2007064022/6565/20.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06353. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070067807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2007.

3M Global Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 110.189.

Die Gesellschaft wurde am 4. August 2005 gegründet gemäss Urkunde vom Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, wohnhaft in Luxemburg, veröffentlicht im Luxemburger Amtsblatt, Band C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg), Nummer 47 vom 7. Januar 2006.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft zum 31. Dezember 2006 wurde im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk im Luxemburger Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. Mai 2007.

3M GLOBAL CAPITAL S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2007064025/6565/19.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2007, réf. LSO-CE06413. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070067819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2007.

Sniktaw S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6440 Echternach, 30, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 106.514.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 30 mai 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007064663/3220/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mai 2007, réf. LSO-CE02448. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070068473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.
